

BULLETIN DE NOUVELLES  
DU CENTRE DE RECHERCHES ET D'ETUDES HISTORIQUES  
DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

712

1940-1945

n° 25 / Automne 1994



**BULLETIN DE NOUVELLES**  
**DU CENTRE DE RECHERCHES ET D'ÉTUDES HISTORIQUES**  
**DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE**

**1945**

**'30-'50**

*Bulletin du  
Centre de Recherches et  
d'Etudes historiques  
de la Seconde  
Guerre mondiale*

*Résidence Palace - Bloc E  
Rue de la Loi 155 - Bte 2  
B - 1040 Bruxelles  
Tél.: 02 / 287.48.11  
Fax: 02 / 287.47.10*

*Heures d'ouverture  
Du lundi au vendredi  
de 9 à 12 et de 13 à 17h.*

*Rédaction  
Wim Meyers*

*Mise en page  
Anne Bernard*

*Traitement de texte  
Anne Bernard*

*Impression et brochage  
André Flamée*

*Editeur responsable  
J. Gotovitch  
Rue H. Maubel, 52  
1190 Bruxelles*

<b>Sommaire</b> .....	2
<b>Editorial</b> .....	3
<b>In memoriam</b> .....	5
<b>Sur le métier</b>	
La recherche au Centre .....	6
Nouveaux programmes .....	7
Info-Flash .....	8
Séminaires 1995 .....	9
<b>Initiatives</b>	
Notre colloque 94 .....	11
Le Limbourg dans la guerre .....	14
«België bezet en bevrijd» .....	16
Encyclopedie van de Vlaamse Beweging .....	18
Mémoires de la Libération .....	21
L'Offensive des Ardennes .....	22
<b>Archives</b> .....	23
<b>Nous présentons</b>	
La Coupole d'Helfaut-Wizernes .....	24
Léopold III: un apport essentiel .....	29
<b>Bibliothèque</b> .....	33
<b>Photothèque</b> .....	36
<b>A l'étranger</b>	
Sources et historiographie .....	38
Les archives et l'Europe .....	40
<b>Dossier</b>	
La récupération des oeuvres d'art .....	42
Colloque de Brême .....	47

*La célébration du cinquantième anniversaire de la libération a revêtu dans notre pays une ampleur qui surprend les observateurs et révèle, en la justifiant d'autant plus, l'enquête lancée par le Centre à travers toutes les communes du pays. Alain Colignon en rend compte dans ce numéro. Il s'agira dans les mois qui viennent d'analyser les significations multiples, contradictoires parfois, de l'événement.*

*C'est que la mémoire et l'histoire de la guerre occupent plus que jamais le devant de la scène alors que beaucoup se préparaient à enterrer définitivement la période en passant au siècle suivant. Le débat sur les séquelles de la répression en Belgique et la violence des réactions soulevées par les révélations sur le passé de François Mitterrand chez nos voisins indiquent à suffisance que le deuil n'est pas achevé.*

*Notre travail doit donc se poursuivre en veillant à offrir aux chercheurs les moyens d'assurer ces nouveaux angles d'attaque du passé tout en poursuivant nos patients efforts dans les champs classiques de l'histoire. Les initiatives prises ces derniers mois, seuls ou en liaison avec d'autres institutions vont dans ce sens.*

*Il faut avant tout relever le succès rencontré par le colloque La Résistance et les Européens du Nord, mis sur pied en collaboration avec l'Institut d'Histoire du Temps présent de Paris. Tant par le nombre des assistants, la qualité des interventions et une organisation que chacun s'est plu à louer, ce furent trois journées riches en enseignements. Le moindre ne fut pas le contact particulièrement prometteur entre chercheurs belges et chercheurs venus de Grande-Bretagne, des Pays-Bas, du Danemark, du Luxembourg, de Norvège et bien entendu l'imposante présence française. Le premier volume des Actes étant prêt dès l'ouverture, un second, reprenant synthèses et discussions paraîtra prochainement.*

*Le Ministre Jean-Maurice Dehousse nous avait fait le plaisir d'accepter d'ouvrir en personne ce colloque auquel il attachait une importance particulière. Le message qu'il nous a délivré - c'était symboliquement et sciemment le dernier qu'il prononça publiquement comme Ministre de la Politique scientifique - prenait clairement position dans le débat ouvert sur la mémoire et la signification de la Résistance. Nous en reprenons de larges extraits dans ces pages,*



*d'autant que nous ne dissimulerons pas notre amertume devant le traitement exclusivement anecdotique qu'ont réservé les médias à cette manifestation, en particulier au discours ministériel. En cette année où l'accent est mis par ces médias mêmes sur la valeur démocratique et pédagogique de l'étude de l'histoire de la seconde guerre, avoir réduit - à l'exception de Christian Laporte dans Le Soir - l'approche scientifique de la Résistance en Europe à deux mots de serbo-croate, nous paraît pour le moins consternant. Depuis lors, les responsables autorisés de la seule RTBF en ont convenu pour ce qui les concernait.*

*L'étude du Pacte social organisée en décembre par la VUB avec notre participation, donnera lieu à une publication qui permettra une étonnante relecture de cet acte fondateur de notre après-guerre. Succès et publication prochaine également pour le colloque limbourgeois auquel nous prêtons assistance. Suivront bientôt la journée De democratie heruitgevonden. Oud en nieuw in politiek België (1944-1950) à la KULeuven (le 10 mai 1995) et notre colloque Bilan de la guerre en octobre.*

*L'exemple de l'Institut d'Histoire du Temps présent n'est certainement pas étranger à notre démarche multidisciplinaire et collective. C'est précisément dans cette optique qu'il faut se réjouir de notre position d'institution scientifique fédérale. Celle-ci permet en effet la rencontre et la confrontation permanentes entre des sensibilités différentes dans des matières où le risque est patent d'une élaboration-reconstitution unilatérale du passé. L'outil existe donc qui peut rendre et rend depuis des années des services dont on n'a pas encore mesuré assez les potentialités.*

*Avec les moyens nouveaux mis à notre disposition, et particulièrement les contrats de recherches engrangés cette année et l'étape supplémentaire de notre informatisation - nous en reparlons dans ce numéro -, nous affrontons dans de bonnes conditions les défis renouvelés de 1995.*

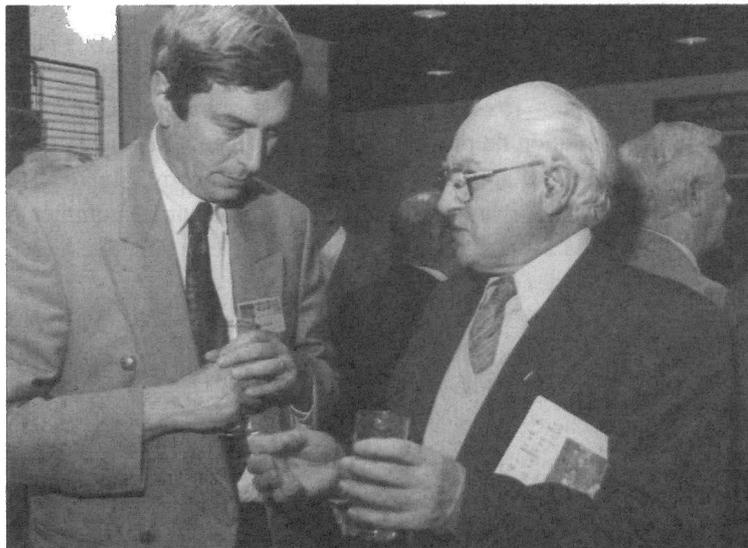
*Nous ne pourrions achever ces lignes sans faire part de la perte dramatique encourue par le Centre en la personne d'Alain Dantoing, Premier assistant, décédé inopinément le 14 octobre dernier. Le prochain numéro des Cahiers-Bijdragen, dont il assurait le secrétariat de rédaction, rendra plus largement compte de son oeuvre scientifique trop tôt arrêtée.*

*José Gotovitch  
Directeur*

**L'ASBL «Les Amis du Centre de Recherches et d'Etudes historiques de la Seconde Guerre mondiale» est une institution officiellement agréée pouvant bénéficier de libéralités déductibles de l'impôt. Nos amis peuvent donc contribuer à l'activité du Centre tout en allégeant leurs charges à condition de faire un don de 1.000 FB ou plus. Vous pouvez verser vos dons au numéro de compte de l'ASBL: 000-1491037-50, 1040 Bruxelles. La cotisation annuelle s'élève à 250 FB.**

## In memoriam

Notre collègue **Alain Dantoing** est décédé le 14 octobre. Il avait 44 ans. Ce même jour, nous devions mettre la dernière main à la traduction française de «'30-'50». Cette tâche, qu'il avait si souvent accomplie pour les diverses publications du Centre, il ne la terminera pas. Ce seul fait déjà laissera en soi un vide.



*Feu notre collègue Alain Dantoing en discussion avec son promoteur, le Professeur R. Aubert, lors du colloque de 1990.*

Le jeune licencié en histoire de l'UCL rejoignit le Centre en octobre 1976. Il se tourna rapidement vers l'étude de l'Eglise catholique en Belgique et ce qu'on peut appeler l'*intelligentsia* de droite. En collaboration avec Frans Selleslagh - avec lequel il partageait la responsabilité des publications du Centre -, il organisa, de 1978 à 1982, une grande enquête auprès des membres du clergé belge en fonction durant la guerre, enquête devenue l'une des sources de première valeur pour l'histoire de cette période.

Une intelligence vive, une culture étendue, un sens critique aigu caractérisaient ses recherches dont la démonstration la

plus brillante fut sa thèse de doctorat (1990), publiée en 1991 sous le titre *La «collaboration» du cardinal*.

Il défendit, parfois de manière ferme, mais toujours solidement argumentée, son opinion, sa vision de l'histoire et de la société. Sa disparition est une perte irréparable pour le Centre.

A son épouse, nous ne pouvons malheureusement que présenter, mais du fond du coeur, nos sincères condoléances.

*Wim Meyers*

## La recherche au Centre

Les tendances amorcées au début de 1994 se sont confirmées dans le courant de l'année: en effet, le nombre de nouveaux lecteurs fréquentant la salle de lecture, inscrits pour 1994, a atteint 422, soit une augmentation de plus de 50 % par rapport à 1993. Il apparaît clairement que, contrairement aux autres années, la période d'été ne s'est pas traduite par une mise en veilleuse des activités. 1994 n'est pas une année comme les autres. Un peu partout, la commémoration de la Libération a fait l'événement. Parmi les sujets de recherche de nos lecteurs, la préparation d'expositions, d'ouvrages et autres plaquettes de circonstances figurent en bonne place. Il n'est d'ailleurs pas un jour sans que les chercheurs ne soient interpellés qui par la presse écrite ou audio-visuelle qui par des particuliers soucieux d'en savoir plus, de comprendre ce qui s'est passé.

L'histoire de la commémoration reste évidemment à faire et certains s'y attèlent déjà dans notre Centre. Mais d'évidence, une conclusion émerge: c'est l'histoire locale qui semble au coeur des intérêts. De nombreux particuliers sont venus consulter les collections du Centre afin d'écrire un ouvrage sur l'histoire de leur commune de l'avant-guerre à l'après-guerre. Diverses localités ont organisé une exposition avec la volonté de faire connaître les **années noires** de leur entité. On trouvera un relevé complet des localités ayant sollicité les collections du Centre dans l'article de Frans Selleslagh. Cet intérêt marqué pour l'histoire locale ne fait que confirmer les tendances

récentes en matière de recherche déjà évoquées dans nos précédents numéros. Ce type d'approche doit incontestablement nous interpeller: comment expliquer ce besoin ? Comment analyser ce besoin face à l'événement international qu'a été la guerre ? Incontestablement, la recherche sur les commémorations se devra d'être attentive à ce phénomène.

Il n'y a pas que les réalisateurs d'expositions qui ont fait largement appel aux collections du Centre. Il y a bien sûr aussi la presse écrite qui a publié nombre de pages spéciales voire même des numéros spéciaux consacrés à la Libération. Notons d'ailleurs à ce propos que l'ensemble de ces coupures de presse - qui remplissent déjà plusieurs fardes - peut être consulté dans notre salle de lecture.

Les événements liés à la commémoration de la Libération ont donc eu pour effet de faire sortir l'étude de la Seconde Guerre mondiale du cénacle étroit de l'histoire avec, pour corollaire, une diversification croissante des lecteurs, attestant par là même, si besoin en est, que la recherche sur la Seconde Guerre mondiale n'est en rien une chasse gardée des historiens.

Au cours de l'année académique 1993-1994, deux séminaires avaient réuni des étudiants préparant un mémoire de licence en histoire locale. Ceux-ci figurent évidemment au nombre des visiteurs réguliers de la salle de lecture de même que les étudiants des professeurs Balace, Gotovitch, Gubin, Lory, Puissant et Van den Wijngaert dont les travaux de

séminaire portent sur cette période charnière 1930-1950. Les recherches lancées à l'initiative du professeur Huysse sur la politique de répression des collaborateurs se poursuivent. Ce sujet alimente, lui aussi, d'innombrables articles de presse.

Comme à l'accoutumée, nous avons également eu des visiteurs étrangers parmi lesquels le professeur Esmeralda Hontangas Rabadan (Madrid) travaillant

sur la guerre civile espagnole et la Belgique, l'Américaine Evelyn Barish poursuivant ses recherches sur Paul De Man, la réalisatrice Clare Hughes effectuant des recherches sur l'attitude de l'Eglise catholique face au nazisme et à la déportation juive et Robert Allen (*University College London*) préparant un doctorat consacré aux Belges dans la RAF.

*Chantal Kesteloot*

Enfin, pourrait-on dire, le doctorat de **Bruno de Wever** (Université de Gand) est mis sur le marché. *Greep naar de macht. Vlaams-nationalisme en Nieuwe Orde. Het VNV 1933-1945* est incontestablement une grosse brique, éditée par Lannoo et *Perspectief Uitgaven* (Tielt-Gent, 1994, 701 p.). Il est recommandé de lire attentivement cet intéressant travail qui est une thèse dans tous les sens du terme.

*WM (ad)*

## *Nouveaux programmes, nouveaux chercheurs*

**D**ans le cadre de l'action de renforcement du potentiel scientifique des Institutions scientifiques de l'Etat menée à l'initiative du Ministre de la Politique scientifique par les Services fédéraux des Affaires scientifiques, techniques et culturelles, l'un des projets présentés par le Centre a été retenu.

M<sup>r</sup> **J.F. Crombois**, licencié en histoire de l'ULB, est engagé depuis le 1<sup>er</sup> octobre au Centre pour mener à bien, en quatre ans, sous la direction de M<sup>me</sup> le Professeur Kurgan, un doctorat consacré à la politique du gouvernement de Londres, en particulier la politique menée par Camille Gutt, ministre des Finances, dont les

archives nous ont été confiées à cette fin par Monsieur Etienne Gutt, ancien Président de la Cour d'Arbitrage et fils du Ministre.

Par ailleurs, le programme financé depuis cette année par le Fonds de la Recherche Fondamentale Collective concernant l'inventorisation des archives et micro-films de l'Administration des Victimes de la Guerre a été reconduit pour un an. M<sup>me</sup> **Isabelle Ponteville**, licenciée en histoire de l'UCL et M<sup>r</sup> **Patrick Nefors**, licencié en histoire de la KUL, poursuivront donc leur mission au Centre en 1995.

*JG*

# Info-Flash

## L'accès automatisé aux archives

Depuis un certain temps le Centre est à la recherche de moyens pour offrir aux lecteurs une communication *OPAC* avec les archives, comme c'est déjà le cas pour la bibliothèque (N'ayez crainte de cette abréviation, d'autres suivront encore. *OPAC* est l'abréviation pour *Online Public Access Catalogue*, c.à.d. l'accès direct pour le lecteur via l'écran de l'ordinateur aux collections).

La démarche était moins évidente qu'on pourrait croire vu les différences structurelles entre une bibliothèque et un dépôt d'archives. S'y ajoutait le manque de moyens effectifs dans cette direction: en effet, les normes pour la description, les applications d'ordinateur ou un *software* assez flexible pour atteindre le but proposé s'avéraient inexistantes.

Heureusement la situation a changé. En 1991 le Conseil International des Archives adoptait l'*ISAD (G)* (*International Standard Archive Denominations (General)*), la première standardisation pour descriptions d'archives internationalisée, destinée à devenir le pendant de l'*ISBN* dans le monde des bibliothèques. *APPM*, variante archivistique de l'*ISBN* pour les archives et les manuscrits, est utilisée depuis 1985, avec succès, sur les grands réseaux de banques à données *RLIN* et *OCLC* aux Etats-Unis, étant spécialement appropriée à la description des manuscrits.

En plus apparut le *Marc AMC-format*, un format de machine pour la mémorisation

et l'échange de descriptions archivistiques. Et finalement on a réussi dans notre pays à transformer l'application pour bibliothèque *Vubis*, ce qui rendait enfin un programme, *Info-Flash*, disponible, capable de gérer avec flexibilité des variables suffisantes pour permettre une description et un traitement effectif des archives.

Ces dernières années s'est fait sentir également le besoin de gérer les descriptions des **pièces de musée**. Un projet commun au Centre, à la Bibliothèque Royale et aux Musées royaux des Beaux-Arts élaborera un programme, basé sur *Vubis*, qui permettra l'ouverture intégrée de ces trois types de porteurs d'informations.

Le point de départ est le format *Marc* (mentionné plus haut, travaillant à l'arrière-plan et dont le lecteur ne remarquera pas la présence) pour l'encodage des descriptions archivistiques et des manuscrits. Les premières seront présentées au lecteur dans le format *ISAD*, les manuscrits suivront les normes *APPM*. Ce qu'on encode, et la manière de le faire, sera défini en majeure partie par les institutions concernées grâce au nouveau module *Vubis*.

A l'avenir nos lecteurs disposeront donc de possibilités de recherche plus étendues dans la consultation des archives qu'ils ont actuellement dans la bibliothèque, dans le même système. Il faudra s'habituer bien sûr. Le classique inventaire

imprimé n'existant plus, le lecteur devra apprendre à réfléchir à différents niveaux (Collections, séries, dossiers) pendant que l'information sera offerte directement et sans introduction sur la **boîte noire**, qu'est l'ordinateur.

La nouvelle application n'est donc pas uniquement orientée vers les besoins du Centre, mais est un programme à portée

générale permettant en principe l'ouverture de toutes sortes d'archives. Nous espérons donc que d'autres institutions montreront de l'intérêt, parce qu'une plus large diffusion permettra d'acquérir la connaissance et la stabilité indispensables dans cette jeune branche de la gestion automatisée de données.

*Patrick Temmerman (wm)*

#### *Actes du colloque La Résistance et les Européens du Nord*

Quelques exemplaires du premier volume reprenant une quarantaine de communications sont encore disponibles. Les deux volumes peuvent être acquis en versant la somme de 1000 frs au numéro de compte 091-0102814-23 du Centre de la Seconde Guerre mondiale avec la mention «Actes du colloque 1994».

## *Séminaires 1995*

Nous avons le plaisir de vous convier aux séminaires de ce premier semestre 1995. En novembre dernier, le Centre organisait un colloque consacré à *La Résistance et les Européens du Nord*; en octobre prochain, de nouvelles assises auront pour objet *L'impact de la Seconde Guerre mondiale en Belgique. Société, culture et mentalités*. Entre ces deux dates, nous avons opté pour un programme allégé et varié qui allie enjeux nationaux et dimensions internationales, avant-guerre et après-guerre, aspects connus ou supposés connus et domaines inexplorés.

En invitant le 25 janvier l'historien croate et américain **Paul Jukic**, nous avons tenté d'en savoir plus sur l'impact de la Seconde Guerre mondiale en Yougoslavie: quelles ont été les différentes forces en

présence, quelle a été la place des communistes et qu'ont été leurs relations avec l'Union soviétique, quel poids a occupé et occupe encore ce conflit dans les mémoires collectives de cette région déchirée ?

A la fin de la guerre, le gouvernement belge mit sur pied un Office de Récupération économique dont le but était, comme son nom l'indique, de permettre la récupération de biens dérobés par l'occupant allemand. Quelle a été la politique de cet Office ? Quels ont été les secteurs de prédilection ? Qu'en est-il du patrimoine culturel dérobé et quel est l'état de la question aujourd'hui ? Toutes ces questions constituaient la toile de fond de l'exposé que nous présenta l'historien d'art gantois, **Jacques Lust**, le vendredi 3 février.

**Les séminaires suivants:**

- **1er mars - 14h30**  
Herman Van Goethem (UFSIA/UIA) et Jan Velaers (UFSIA/KUB), *Léopold III (1939-1945)*.
- **29 mars - 14h30**  
Xavier Dehan (UCL), *Des Etats-Unis d'Europe à l'Europe allemande (1933-1945)*.
- **12 avril - 14h30**  
Muriel Wiliquet (ULg), *Un mouvement anti-juif en Wallonie: la ligue «La Défense du Peuple» sous l'occupation allemande (1940-1943)*.
- **17 mai - 14h30**  
Henry Roussio (IHTP, Paris), *Vichy: le temps de la mémoire, le temps de l'histoire*.

JG - CK

Les séminaires se déroulent au Résidence Palace (salle de direction - flèche à l'entrée), 155 rue de la Loi, à 1040 Bruxelles (Métro: Schuman - sortie «Résidence»), téléphone: 02/287.48.11.

**Affaire à suivre: le «Musée-valise» Deuxième Guerre mondiale**

Le jeudi 22 septembre, notre institution accueillait en sa salle de lecture une bonne trentaine d'enseignants de la Communauté française. On leur présentait ce jour-là le contenu du **Musée-valise** axé sur la période 40-45, destiné aux étudiants des dernières années du secondaire et réalisé avec l'aide de l'Atelier-Histoire de l'ULB.

Le Centre a été associé à ce projet en temps opportun, ce qui lui a permis de fournir la documentation nécessaire pour meubler les cinq thèmes qui sont abordés: opérations militaires, collaboration, résistance, vie quotidienne, problèmes spécifiques à la jeunesse. Le public, très attentif, n'hésita pas à émettre de nombreuses suggestions afin d'améliorer la présentation de telle ou telle pièce, afin de modifier tel ou tel commentaire du



*Vue de la valise-musée*

présentateur du Musée-valise. Bref, une journée constructive et une initiative intéressante. Reste à espérer que les adolescents qui manipuleront les objets proposés à leur attention seront en mesure de prendre conscience des réalités concrètes de la guerre.

AC

# *La Résistance et les Européens du Nord*

Notre colloque, organisé en collaboration avec l'IHTP du 23 au 25 novembre s'intégrait dans la perspective d'une nouvelle approche scientifique de l'histoire de la résistance. Une quarantaine de communications, une centaine d'intéressés ont contribué à faire de cette rencontre une réussite scientifique.

La séance inaugurale a été rehaussée par la présence du Ministre Dehousse qui prononça en cette occasion un discours dont les médias n'ont malheureusement épinglé que la dimension belgo-belge, évitant soigneusement d'en mesurer toute l'importance en terme de contenu.

Le colloque proprement dit s'est articulé autour de cinq sessions illustrant les trois thèmes du colloque: les résistants et les Anglais, Mouvement social et Résistance et, enfin, les mémoires collectives de la Résistance dans le Nord de l'Europe. Les contributions servaient de base à la discussion pour laquelle une large place avait été faite par la formule des rapports de synthèse suivis d'échanges entre les auteurs de communications d'une part et le public d'autre part.

Chaque thème a donné lieu à de fructueux échanges au terme desquels quelques idées admises jusqu'à présent ont été sérieusement remises en cause. Cela contribuera à n'en pas douter à une réécriture de certains chapitres de l'histoire de la guerre. La première journée consacrée au thème de l'Angleterre a bien montré toute la complexité des sentiments et des processus décisionnels à la fois dans les pays

occupés où l'anglophilie a pu, un temps, nourrir la démarche résistante et en Angleterre même où les relations entre les différents services ont pu alimenter bien des spéculations et autres erreurs de jugement. Une fois de plus, on a souligné les nombreuses lacunes qui subsistent à propos de l'étude de la résistance: quels furent les groupes sociaux qui la cimentèrent, n'a-t-on pas trop facilement admis le double cliché des patrons collaborateurs face aux ouvriers résistants. En quoi la résistance fut-elle ou non un facteur de mobilité sociale? Telles sont quelques-unes des questions essentielles abordées au cours des deux séances portant sur le thème «mouvement social et Résistance». Les fractures laissées par le conflit apparaissent d'une nature fondamentalement différente selon les pays voire même au sein des divers groupes porteurs de mémoire. En outre, la notion même de mémoire collective n'est pas appréhendée par tous de la même manière. Ces différences de sensibilité ont largement nourri les débats consacrés à la mémoire collective de la Résistance, un thème qui lui aussi appelle encore bien des approfondissements.

Au total donc, un colloque réussi qui, pour le Centre, augure bien du colloque «Société, culture et mentalités. L'impact de la Seconde Guerre mondiale en Belgique» qui se tiendra du 23 au 27 octobre 1995 et dont nous vous reparlerons dans notre prochaine livraison.

*Chantal Kesteloot*

*Extraits du discours du  
Ministre Jean-Maurice DEHOUSSE*

Après avoir explicité la forme de son intervention, le Ministre enchaîne.  
«...Vous me permettez d'affirmer d'abord l'importance croissante de l'histoire dans un monde en passe de s'égarer dans ses propres contradictions. Cette importance explique pourquoi, pendant les trois années que je viens de passer à la tête du Département de la Politique scientifique, je me suis volontairement exposé aux attaques virulentes des sopranistes enragés et des musicalistes fanatiques pour redresser un déséquilibre qui allait croissant et rendre, malgré les rigueurs budgétaires du temps, une marge de manoeuvre aux institutions qui s'attachent à la transmission de la mémoire.

Mes collaborateurs et moi avons entamé un énorme travail de rénovation de la loi Collard de 1955 relative aux Archives en tentant la fusion de quatre propositions de loi et en y apportant un essai de vision cohérente tout en respectant deux avis complémentaires du Conseil d'Etat. Ce gigantesque travail de bénédictin, mené en collaboration simultanée avec la Chambre et avec le Sénat, devrait être terminé à la fin de l'année, ce qui permettrait au Sénat d'entamer la discussion dès le début de l'année prochaine.» (...)

«Je me suis exprimé déjà sur l'importance de l'Histoire dans le Message adressé au Centre de Recherches à l'occasion du Symposium des 6 et 7 octobre 1992 consacré au travail obligatoire en Allemagne.

Car, bien entendu, cet effort de renforcement des outils historiographiques n'a pas manqué de s'appliquer au Centre de Recherches et d'Etudes historiques de la Seconde Guerre mondiale, dont nous avons accru parallèlement et considérablement l'autonomie et les moyens d'action.

Il était en effet clair à mes yeux que le Centre, dont je connais de longue date l'exceptionnelle qualité, devait jouer un rôle particulier dans tout ce qu'allait provoquer le cinquantième anniversaire de la Libération d'abord, de la fin de la Guerre ensuite, sous peine de sombrer dans le factice.» (...)

«Le concept de la Résistance n'est donc pas plus limité dans l'espace que dans le temps, puisque chaque Résistant, qu'il le sût ou non, appliquait l'une des idées clés de la pensée de Jefferson, admirablement exprimée en 1776 dans la Déclaration d'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique, et selon laquelle l'insurrection contre un gouvernement oppresseur constitue un devoir civique autant qu'un droit.

D'autre part, il est incontestable que le mouvement de la Résistance soit lié presque partout à une idée de restauration nationale. Mais cette dimension nationale n'en exclut pas d'autres.» (...)

«Nul ne peut oublier non plus que, particulièrement en France et en Belgique, la Résistance surgit presque

directement de l'écroulement militaire. Le témoignage de William Ugeux rapporté par Henri Bernard est particulièrement éclairant à ce sujet:

'La Résistance est une grande armée de civils, qui devait contribuer à gagner une guerre que les armées de militaires avaient perdue en 1939-1941. Ces armées de militaires écrasées, non pas sous le poids du nombre, selon la formule aussi commode qu'inexacte, mais sous le poids de leur conformisme et de leurs doctrines périmées' <sup>1</sup>.

Enfin on ne peut oublier les épreuves difficiles de la structuration des divers mouvements de résistance, composés aussi bien de militaires choisissant des actions civiles que de civils choisissant des fonctions militaires. La Résistance dut, en se structurant, se définir, et ce n'est pas l'effet du hasard si elle se donna des structures profondément démocratiques, comme le souligna plus tard Sartre: 'La Résistance fut une démocratie véritable: pour le soldat comme pour le chef, même danger, même responsabilité, même absolue liberté dans la discipline' <sup>2</sup>.

Ecole de démocratie, école de devoir, école de valeurs, comment la Résistance ne constituerait-elle pas un exemple majeur à l'usage des générations nou-

velles; comment s'étonner aussi que d'aucuns aient cherché à cacher qu'il y avait des raisons politiques, et non pas seulement militaires, à vouloir écraser un mouvement aussi profondément libertaire ?

Ce sont les mêmes raisons qui conduisent aujourd'hui certains à nier la réalité du monde concentrationnaire, dans la solidarité noire des aspirants dictateurs d'aujourd'hui avec la dictature d'hier.» (...)

*«In het Belgisch kamp van Breendonk, net als in alle andere Europese kampen, was het hun solidariteit, hun vertrouwen in de toekomst van de mens, die de rassenverschillen, de taalverschillen, de beroepsverschillen en de verschillen in geslacht overtrof, die de gefolterden samenbracht boven alle andere bijkomstigheden.*

*Zowel in het Belgisch kamp van Breendonk, als in alle andere Europese kampen, dacht men aan de vrijheid in alle talen van het bezette Europa.*

*In het Belgisch kamp van Breendonk, waren er natuurlijk zowel Vlaamse als Waalse gefolterden. Het is in naam van die Vlaamse gefolterden, wiens taal ik beter zou willen spreken, dat ik u nu zeg: laten we dit nooit vergeten !»*

*(Le discours complet paraîtra dans le volume 2 des Actes du Colloque.)*

<sup>1</sup> Henri BERNARD, *La Résistance 1940-1945*, Bruxelles, Renaissance du Livre, 1969, p. 140.

<sup>2</sup> Jean-Paul SARTRE, *Situations*, tome III, p. 14.

*«Happy the world without a history, I always say», disait Hari Seldon dans Isaac ASIMOV, *Forward the foundation*, 1993, p. 141.*

## Le Limbourg dans la Seconde Guerre mondiale

Ce colloque, organisé par le *Limburgse Werkgroep voor Actuele geschiedenis - LIWAG* (Groupe de travail limbourgeois pour l'histoire du temps présent) sous l'impulsion de Daniël Coninckx (LUC) et en collaboration avec notre Centre, a connu un franc succès. Plus de 170 inscriptions ont fait que le grand auditoire du Centre universitaire limbourgeois, à Hasselt-Diepenbeek, était rempli aussi bien le matin que l'après-midi du samedi 29 octobre.

Nous nous permettons de commencer par une note critique: le programme était trop chargé, donc il y avait un excédent d'intervenants, ce qui entraînait des problèmes d'horaire (pause-café, repas de midi). En ce qui concerne l'auteur de ces lignes, son rôle de modérateur pour la séance du matin se réduisit à appliquer de façon rigoureuse l'horaire, tâche ingrate, mais aisée. Le débat prévu en fin de séance devait forcément être déplacé vers la fin de la journée.

Mais c'est là le seul point négatif. Les conversations animées durant les pause-café et le repas montraient bien que l'idée de ce colloque s'avérait des plus opportunes et que sa réalisation pourrait servir d'exemple aux autres provinces du pays. Notre institution est, pour sa part, prête à offrir son concours à des initiatives de ce type.

**Luc Vandeweyer** traita *De Vlaams-nationalistische intelligentsia. De leiders*

*van het V.N.V. in Limburg*, tandis que **Bruno De Wever** se penchait sur *De Nieuwe Orde in Limburg. Het succes van de Vlaams-nationalisten*. **Evrard Raskin**, préparant une biographie sur Gerard Romsée, évoqua le destin de cet homme politique V.N.V. dans *Gerard Romsée: gouverneur en secretaris-generaal in WO II*. Après la pause-café, **Daniel Coninckx** aborda la question des *Gemeenteraden, provincieraden en volksvertegenwoordigers*; ainsi l'ensemble des problèmes politiques au Limbourg avait été traité.

Le professeur Luc **Renders** (LUC) aborda avec son exposé consacré aux *Limburgse auteurs in de Tweede Wereldoorlog*, un tout autre, mais aussi intéressant, champs de recherches.

La séance de l'après-midi débuta avec la lecture, par **Luc Minten**, de la contribution sur le *Nazisme onder Duitse mijnwerkers* de Frank Caestecker, l'auteur étant retenu à l'Institut d'Etudes européennes de Florence, où il avait la veille de ce colloque défendu son doctorat. Ensuite, **Jan Kohlbacher** présenta les résultats de sa recherche sur les *Krijgsgevangenen in Limburg: een overzicht*, recherche menée de concert avec **Johan Kusters**. **Tuur Wollants** effectua également un exposé en *solo* à propos des *Russische krijgsgevangenen*, le co-auteur de ce travail, **Jos Bouveroux** accompagnant une mission du gouvernement flamand en Afrique du Sud. Dans cette recherche, le point de départ étant la

traduction d'un roman russe, écrit par un ancien P.G. russe qui après son évasion avait rejoint les partisans du Limbourg, est examinée entre autres la part prise par les «Russes» dans la Résistance locale. Notre collaborateur **Bert Boeckx** présenta ensuite l'analyse sociale des *Breendonkgevangenen uit de Westelijke Mijnstreek*.

Sitôt terminée la pause-café, **Frans Keersmaekers** traita du sort des *Joden uit Antwerpen naar Limburg*, puis **Carl Rymen** analysa dans tous ses aspects *De bevrijding van Limburg*. Enfin, concluant un programma aussi riche que chargé,

**Luc Minten** exposa la situation des *Incivieken in de Limburgse mijnen*.

Le débat final, dans lequel la modératrice **Maria De Waele** (LUC) dut parfois faire appel à son maillet de présidente, porta essentiellement sur la résistance, et les activités des Partisans, ainsi que sur la collaboration.

Conclusion: un colloque bien réussi, et, comme relevé déjà, un exemple à suivre. La publication des Actes est en cours de préparation.

*Wim Meyers (ac)*

## ***Les Tziganes à Auschwitz-Birkenau.***

### ***Publication des registres des camps de la mort.***

Sous les auspices du Musée d'Etat d'Auschwitz-Birkenau et du Centre de culture et de documentation des *Sintis* et des *Roms* allemands a été édité un document du plus haut intérêt intitulé *Memorial Book. The Gypsies in Auschwitz-Birkenau* (München - London - New York - Paris, State Museum of Auschwitz-Birkenau - Documentary and Cultural Centre of German Sintis and Roms, 1993). Les Tziganes endurèrent dans la même mesure que les Juifs les conséquences de la politique raciale des nazis. A partir du printemps 1943 commença depuis l'Allemagne et les territoires contrôlés par les Allemands (dont la Belgique) leur déportation vers le *Zigeunerlager* de Birkenau. La majorité des 23.000 Tziganes qui y furent rassemblés y périrent de faim, d'épuisement ou de maladie. Les autres furent gazés.

Les prisonniers politiques polonais qui géraient les registres du camp des Tziganes, entassèrent ces cahiers dans des sacs avant de les enfermer dans une boîte en fer blanc qu'ils enterrèrent (juillet 1944). Ils furent exhumés en janvier 1949 par des collaborateurs du Musée d'Etat. Les documents, endommagés par l'humidité furent bien des années plus tard restaurés avec soin. Ils font à présent l'objet d'une publication en deux volumes avec une introduction scientifique de Jan Parcer.

*RVD (ac)*

# «België bezet en bevrijd»

*Fragments sonores originaux de la période 1940-1944*

Dans la précédente livraison de '30-'50, nous annonçons qu'un document sonore des plus intéressants serait mis sur le marché pour les fêtes de la Libération. Les commémorations de cette libération et le succès de la précédente édition *België beeft... en buigt* ont incité les auteurs - **Piet Mertens** de la *BRTN* et **Frans Selleslagh** du Centre - à poursuivre l'expérience. La *BRTN* et le Centre ont accepté de fournir les moyens et le personnel nécessaires à la réalisation de ce projet tandis que le financement était assuré par le Crédit Communal. Dès le départ, aussi bien le *VAR (Vlaamse Audiovisuele Regie)* que la société de disques *EVA* ont témoigné d'un intérêt soutenu pour cette initiative et ont accepté d'assumer le suivi de la production, de la promotion et de la distribution de cette nouvelle édition sonore.

Après avoir défini les principales lignes de force du projet, nous nous sommes attelés à une tâche ardue: l'audition des centaines d'enregistrements qui sont en possession du Centre et de la *BRTN*, enregistrements venant aussi bien des deux émetteurs fonctionnant sur le territoire de la Belgique occupée (*Zender Brussel* et *Radio Bruxelles*) que des stations belges d'outre-mer (*Radio-België*, *Radio Belgique*, *B(elgische) N(ationale) R(adio) O(mroep)*, *Radio Léopoldville...*).

L'étape suivante consista en une présélection reprenant environ 12 heures d'enregistrement, de quoi meubler, après

sélection, les 4 CD qui nous étaient accordés, soit à peu près 5 heures. Nous nous sommes alors à nouveau retrouvés en studio pour filtrer les passages les plus marquants des fragments retenus. Enfin, le résultat de cet ultime «écrémage» a été soumis à un test d'écoute avant d'être minuté et ventilé en différents chapitres. Nous pouvons assurer que n'ont été retenus que les éléments les plus représentatifs et les plus significatifs de l'ensemble. Ils offrent à l'auditeur une «sonorisation» aussi fidèle que possible de l'occupation et de la libération.

Ce qui se résume ci-dessus en une courte note est, bien entendu, le résultat de plusieurs centaines d'heures de travail en studio ainsi que d'une bonne dose de patience dans le chef des techniciens de la *BRTN* (nous adressons un salut tout particulier à Jacques Aussems). Ces derniers ont assumé, pendant des jours, une présence toujours souriante à la table d'enregistrement et de montage, dans le souci constant de répondre aux souhaits les plus exigeants. Une fois les fragments intégrés, il a fallu s'attaquer aux textes d'accompagnement («De préférence pas trop longs, mais certainement pas trop courts»), lesquels ont été lus par Betty Mellaerts. Suivit le mixage digital définitif sous la direction technique de Klaas Janssens. Pendant ce temps, les auteurs consacraient plusieurs jours (de vacances !) à la mise au point de la brochure d'accompagnement d'une cinquantaine de pages (sélection des illustrations, rédaction des sous-titres,

relecture des épreuves). Après cet effort ultime - mais particulièrement ardu - le produit put être présenté le 30 août lors d'une conférence de presse dans les locaux de la *BRTN*.

*België bezet en bevrijd*, ce sont quatre CD reprenant un total de 180 fragments sonores historiques uniques, présentés dans un luxueux boîtier et accompagnés d'une brochure superbement illustrée. Cet

ensemble ne coûte que 1.495 F et peut être acheté dans tous les magasins de disques. Comme *België beeft... en buigt*, vous pouvez également le commander directement au Centre. Ce dernier ensemble de fragments sonores est disponible, rappelons-le, en trois versions: 3 CD (1.250 F), trois cassettes (900 F) ou 3 *Long playings* (200 F).

*FS (ac-ad)*

## A lire

- **Martin Conway** (*Oxford University*) a présenté un doctorat consacré à Léon Degrelle et au rexisme. Cette étude des plus importantes a paru en version originale sous le titre: *Collaboration in Belgium. Léon Degrelle and the Rexist Movement* (New Haven-London, Yale University Press, X + 364 p.). Une traduction en français: *Degrelle. Les années de collaboration* (Ottignies/Louvain-la-Neuve, Editions Quorum, 398 p.) fut rapidement mise sur le marché et lorsque vous lirez ces lignes une traduction néerlandaise, *Collaboratie in België. Léon Degrelle en het Rexisme 1940-1944* aura été éditée par Scoop à Grand-Bigard.

*WM (ad)*

- Dans *De l'Action catholique à la collaboration. José Streef* (Courcelles-Bruxelles, Ed. Legrain-Bourtembourg, 1993, 256 p.), **Jean-Marie Delaunois** retrace, sur la base d'une abondante documentation, en partie inédite (archives judiciaires, papiers privés...), le tragique itinéraire de quelqu'un qui fut, en Belgique, dans les années trente, l'un des penseurs de la «révolution de droite».

*WM (ad)*

- Si vous désirez savoir comment et en quelles circonstances notre pays et l'Europe occidentale ont été libérés, lisez *De Bevrijding. Van Normandië tot de Ardennen*. L'auteur, **Luc De Vos**, membre du Comité scientifique du Centre, est en tant que lieutenant-colonel de réserve et docteur en histoire (de la *KUL*) l'autorité en la matière (Leuven, Davidsfonds, 1994, 176 p.). Grenz-Echo Verlag à Eupen s'est chargé de la traduction française.

*WM*

*Il va de soi que le Centre s'intéresse aux initiatives scientifiques qui se déploient dans le champ de ses propres préoccupations. C'est pourquoi nous donnons ici la parole à la rédaction de la «Nouvelle encyclopédie du mouvement flamand».*

## ***La nouvelle Encyclopedie van de Vlaamse Beweging***

**E**n 1973 et 1975, une encyclopédie du Mouvement flamand (*Encyclopedie van de Vlaamse Beweging / EVB*) parut aux éditions Lannoo. Cet ouvrage en deux volumes fut unanimement salué comme une audacieuse tentative d'établissement, sous la forme d'un ouvrage de référence encyclopédique, d'un état des connaissances relatives au mouvement flamand. Presque vingt ans plus tard, on a entamé la rédaction d'une nouvelle encyclopédie du mouvement flamand (*Nieuwe Encyclopedie van de Vlaamse Beweging / NEVB*). C'est l'occasion de jeter un regard sur le passé.

### ***L'historiographie flamingante***

Les notes critiques qui suivirent l'édition de l'*EVB* soulignèrent nombre de défauts et lacunes: des personnalités, des revues ou des organisations n'y étaient pas reprises, le choix des auteurs et leur engagement, une trop grande sensibilité à l'actualité fortuite, etc. Des questions plus fondamentales suivirent ensuite à propos des critères retenus dans la sélection des mots-clés ou, en d'autres termes, à propos du contenu du concept «mouvement flamand». On souligna surtout la rareté ou l'absence d'explication des choix idéologiques et/ou politiques, certainement dans les rubriques où la collaboration au cours de la Seconde

Guerre mondiale était presque toujours présente de manière furtive. Avec les années et sous l'influence des études de Louis Vos, Lode Wils, Bruno de Wever et d'autres, cette critique de ce que l'on qualifia d'historiographie flamingante s'est faite de plus en plus nette. Ces historiens ont souligné que la tradition radicale et de droite du nationalisme flamand courait en filigrane dans l'*EVB*. Marc Reynebeau l'exprima dans son livre *Apollo's klacht. Over cultuur in Vlaanderen en elders* (Louvain, 1988), de la manière suivante: «L'Encyclopédie donne une image idyllique de la manière dont la Flandre bien pensante considère son propre passé, certainement lorsqu'il est question des péripéties de la Seconde Guerre mondiale et plus particulièrement de la collaboration flamingante avec l'occupant. Le syndrome réside dans l'escamotage des faits de collaboration eux-mêmes, couplé à la justification et même à l'exaltation de leurs motivations».

On en retrouve un parfait exemple dans l'article d'Amandus Dumon sur René Lagrou. La déportation de Lagrou en mai 1940 y est présentée comme la seule motivation de sa collaboration avec l'occupant. Selon L. Vandeweyer ce type de raisonnement s'inscrit complètement «dans les efforts déployés par l'histo-

riographie flamingante pour rejeter la responsabilité de la collaboration sur l'Etat belge et le gouvernement au lieu d'y reconnaître - comme ce fut le cas pour Lagrou - le résultat d'un choix mûri depuis des années et à motivation idéologique de la part des nationalistes flamands». (Luc vandeweyer, *René Lagrou en het katholieke vlaams-nationalisme in Antwerpen*, in *Wetenschappelijke Tijdingen*, 1992, n° 3, p. 181).

### *Une nouvelle encyclopédie*

Peu après la parution de l'EVB, des tentatives furent menées en vue de rédiger un supplément qui corrigerait les lacunes et erreurs les plus importantes, mais financièrement et commercialement, le projet ne parut pas réalisable. En 1993, le ministre Luc Van den Bossche accorda un subside qui permit la mise en chantier d'une nouvelle édition de l'EVB. La mise en oeuvre du projet fut confiée à un comité de rédaction composé de six membres (Reginald de Schryver, président; Gaston Durnez, Machteld de Metsenaere, Bruno de Wever, Lieve Gevers, Pieter van Hees) et assisté d'un bureau de rédaction de deux personnes (Petra Gunst et Mia van Mechelen). Le conseil consultatif, composé de 12 membres, exerce une fonction de supervision et d'avis.

Que l'on ait opté pour une «Nouvelle EVB», plutôt que pour une «EVB, 2<sup>e</sup> édition», résulte de la constatation que, précisément, au cours du quart de siècle qui a suivi la réalisation de l'EVB, une énorme recherche s'est accomplie à propos du mouvement flamand. Les mots-clés existants doivent être

fondamentalement revus, actualisés ou remplacés, de nouveaux mots-clés doivent être ajoutés et un quart de siècle d'histoire doit être pris en compte. Les articles d'ensemble ont d'ores et déjà été adaptés et élargis aux sujets suivants: sport, femme, émigration, immigration, Union européenne, *Agalev*, extrême-gauche et extrême-droite, politique des media, pacifisme, film et radio. Nombre de collaborateurs ont également dû être remplacés: beaucoup sont décédés ou ne peuvent plus entrer en ligne de compte comme auteurs à cause de l'âge, de la maladie ou de quelqu'autre raison. En outre le fait que l'étude du mouvement flamand soit devenue scientifique pousse à une distinction des acteurs et des chercheurs. Le seul critère valable de sélection des auteurs est leur connaissance (scientifique) du sujet.

### *Quelques principes et concepts*

Dans l'optique de la rédaction de la NEVB, les maîtres d'oeuvre ont à nouveau été confrontés à la question du contenu de la notion «mouvement flamand». Au sein du conseil de rédaction, on obtint un consensus sur le texte conceptuel repris ci-dessous, qui fut livré pour la première fois à la discussion publique lors de la «Journée de l'histoire contemporaine». Les réactions à ce texte et des suggestions tant en ce qui concerne les adaptations d'anciens mots-clés et/ou l'ajout de nouveaux sont toujours les bienvenus auprès du bureau de rédaction de la NEVB, Minderbroedersstraat 22, 2000 Antwerpen, tél.: 03/231.50.33.

1. Le mouvement flamand n'existe pas/ n'a jamais existé. Le mouvement flamand en tant que nom générique

- d'un mouvement qui ne peut être revendiqué par un seul groupe existait/existe lui bel et bien. Cela implique que la *NEVB* est attentive à l'hétérogénéité du mouvement flamand et de ses formes et contenus divers.
2. A travers cette diversité, on découvre un dénominateur commun, à savoir l'aspiration à la formation d'une identité collective flamande, dans un Etat propre ou non.
  3. Dans la définition et la réalisation de cette identité la langue joua/joue un rôle crucial.
  4. Le contexte de ce mouvement flamand est formé des changements sociétaux depuis le 19<sup>e</sup> siècle. Ainsi, le mouvement flamand peut être évalué dans des phases particulières comme un mouvement d'émancipation politique, culturel, social et économique.
  5. L'identité flamande n'est naturellement, cela va de soi, pas l'aboutissement d'une histoire qui commence dans un passé lointain et a un avenir assuré. Elle est la résultante de développements historiques récents. La *NEVB* ne veut donc pas faire une histoire nationale en créant des mythes sur un passé héroïque ou en prouvant qu'existerait ou qu'aurait existé un *Volksgeist* flamand.
  6. Ces principes ont présidé à la composition et à la liaison interne des nécessaires subdivisions de la *NEVB* qui paraissent sous la forme d'articles d'ensemble.
    - a. Il est donc également logique qu'une situation du mouvement flamand dans le temps et l'espace donne un bilan de l'apport des recherches concernant les mouvements nationaux.  
*Quelle est la spécificité du mouvement flamand ?*
    - b. La *NEVB* doit ainsi éclairer le comment et le pourquoi de l'apparition du mouvement flamand, dans quel contexte social il s'est développé, quels facteurs expliquent le succès ou le manque de succès politique, ...  
*Dans quelle société le mouvement flamand s'est-il développé ?*
    - c. La *NEVB* doit retracer l'histoire du mouvement flamand: ses significations successives, ses diverses formes de manifestation, sa force politique, ses formes d'expression politique, ses méthodes de lutte et ses buts, ...  
*Quels furent les nombreux visages du mouvement flamand ?*
    - d. La *NEVB* veut indiquer les divers éléments de formation d'une identité nationale auxquels le mouvement flamand fit/fait appel.  
*Comment le mouvement flamand a-t-il convaincu les Flamands ?*
    - e. La *NEVB* informe sur les supports, les moments cruciaux, les terrains d'action, les variantes régionales et les symboles du mouvement flamand.
  7. La *NEVB* creuse donc en largeur et en profondeur. Elle veut présenter un cadre d'interprétation global et esquisser un aperçu du mouvement flamand d'une manière scientifiquement responsable et dans une langue que chacun comprend.

(ad)

# Mémoires de la Libération, libération de la Mémoire

Les commémorations du cinquantième anniversaire de la libération ont fait se lever une abondante moisson de manifestations: rassemblements patriotiques dans des lieux de mémoire, publications de circonstance, expositions multiples, discours officiels mêlant les marques de reconnaissance pour les libérateurs à des paroles affirmant l'exigence d'un civisme renouvelé, défilés semi-folkloriques s'efforçant de faire renaître l'atmosphère de ces jours de fièvre. Les médias ont été particulièrement à la tâche. La presse, évidemment, mais aussi la radio et la télévision, ont consacré une bonne part de leurs efforts à l'information du public. La RTBF s'est mobilisée de manière déterminante et, de l'avis général, la série d'émissions «Jours de Guerre» a été fort appréciée. Peu de nos concitoyens auront été dans l'ignorance des différentes initiatives prises tantôt par les pouvoirs publics, tantôt par des associations de particuliers afin d'entretenir le souvenir d'un fait majeur de notre histoire.

Le Centre a voulu rassembler et analyser cette masse de documentation pour essayer d'appréhender ce que peut représenter la Mémoire de la Libération un demi-siècle après l'événement. Dans une première phase, il a entrepris de recueillir le plus large éventail possible de documents écrits relatifs à la question, qu'il s'agisse de coupures de presse, de monographies, d'articles dans les revues locales ou dans les catalogues d'exposition. Tous ces éléments feront l'objet d'une analyse qui permettra ainsi de dégager les thèmes les plus privilégiés (militaria, résistance/ collaboration, vie quotidienne, libération

*stricto sensu...*). Seront également soumis au crible de la critique les discours des responsables publics: quels messages veulent-ils tirer du conflit et des années de paix qui, en Europe occidentale, ont suivi; établissent-ils un rapport entre les crises d'hier et celles du temps présent, quels sont les concepts sociétaux qui reviennent le plus fréquemment, etc...

En outre, après avoir élaboré une «grille d'interprétation» articulée sur un ensemble de thèmes choisis, deux de nos chercheurs ont parcouru tant en Flandre qu'à Bruxelles ou en Wallonie un certain nombre d'expositions. Grâce à celle-ci, ils se sont attachés à définir le message que les auteurs de ces expositions ont voulu faire passer. Ils ont également essayé de jauger l'impact de telles manifestations sur le public, en tenant compte du nombre de visiteurs et des relais prévus (ou non) dans le monde scolaire, des réactions du public et de l'usage que les autorités espéraient en faire.

Enfin, la nature humaine étant ce qu'elle est, le Centre s'est bien gardé d'omettre les incidences qu'ont pu avoir les proches élections communales sur l'ampleur de ces manifestations: après tout, n'ont-elles pas été intégrées dans ce rapport de forces en perpétuelle mouvance qu'est la société fédérale... ou communale ?

L'ensemble de ce travail fera l'objet d'une communication dans le colloque international que le Centre organisera à l'automne 1995.

Alain Colignon

# L'Offensive des Ardennes

La commémoration de ces tragiques événements m'a mené en trois hauts lieux de l'arrondissement.

**Malmédy** en décembre 1944 est intéressante à deux titres: d'abord, cette ville n'a pas été reconquise par les nazis mais de furieux combats se sont déroulés dans les environs; ensuite, trois bombardements successifs par l'*US Air Force* ont causé de lourdes pertes humaines et d'importants dégâts sans qu'une explication ait été donnée jusqu'à présent. Ce sont les deux thèmes abordés, principalement par des photos. Exposition plus étroitement locale où les Malmédiens viendront se remémorer des jours cruels.

**Saint-Vith**, en une exposition bien présentée et fort fréquentée, m'a-t-il semblé, replace d'abord la région dans le contexte général et ne néglige pas de rappeler la situation particulière des cantons «*rédimés*». Ce rappel est présent à travers tous les thèmes abordés. Belle iconographie, beau choix de documents (articles de presse, lettres pastorales, circulaires...). Du *Heimattreuefront* en 1938 jusqu'au retour des derniers prisonniers, à la fin de la répression et à la reconstruction, tout est bien expliqué et remarquablement mis en valeur. On n'oubliera évidemment pas que la ville fut totalement détruite par la *R.A.F.* en décembre 1944, drame largement évoqué ici.

**Stavelot** enfin est tristement célèbre, tant à cause de l'avance de Peiper et des combats acharnés qui s'y livrèrent qu'en raison des crimes de guerre commis par les *SS*. Ce sont donc les deux sujets traités



*Malmédy ravagée... et reconstruite*



dans les locaux de l'ancienne abbaye, à deux pas de l'endroit où fut creusée la première fosse commune provisoire pour les civils massacrés. Balisage extérieur inexistant, cloître peu éclairé, documents peu mis en valeur, j'ai été déçu. Certes, de remarquables cartes (encore faut-il pouvoir les lire) retracent la situation militaire locale jour après jour, des photos suggestives ne manquent pas mais la présentation générale m'a laissé sur ma faim. Dommage, Stavelot méritait mieux.

*Jacques Wynants*

# Archives

Ces derniers mois, les archives du Centre se sont enrichies d'environ nonante petits fonds. Plus de la moitié a été classée dans la série JP, journaux personnels et manuscrits. Il s'agit surtout de documents personnels relatifs aux CRAB en 1940. Parmi les autres sujets concernés, il y a encore cinq documents sur la libération et le rôle qu'y joua la résistance.

On relève également une dizaine d'acquisitions dans la série P, archives de particuliers. Presque tous ces fonds concernent la résistance, les services de renseignement et d'action et la déportation.

Parmi les fonds courants issus d'institutions et d'organisations, une vingtaine d'acquisitions concernent surtout la déportation.

**Le Comité national du Front de l'Indépendance** a approuvé à l'unanimité un projet de convention avec le Centre qui désigne celui-ci comme le destinataire de ses archives en cas d'impossibilité pour le F.I. de poursuivre la conservation et la gestion de celles-ci en l'état actuel. Cet accord exemplaire garantit ainsi la préservation à des fins scientifiques d'un patrimoine historique de première importance.

## *Distinction*

José Gotovitch, directeur du Centre, a été choisi pour occuper la **Chaire Francqui aux Facultés universitaires Notre Dame de la Paix** à Namur pendant l'année académique 1994-1995. Il y dispensera un enseignement consacré à *Une histoire politique et sociale de la Résistance en Belgique*.

Pour les fonds ouverts au public, il faut souligner l'établissement et la présence à la salle de lecture des nouveaux inventaires suivants: **Abwehr/Sipo-SD** (B 93), **Economie belge** 1940-44 (archives de la *Militärverwaltung* transmises par l'Auditorat) (MV 9) et **Politique de production** en Belgique occupée (collection transmise par l'Auditorat) (V 16).

J'en terminerai par un pressant appel à la remise au Centre de votre documentation personnelle de 1944/45 sur la libération et l'immédiat après-guerre (lettres, journaux personnels, formulaires, correspondance officielle, etc.). Si vous le souhaitez, nous pouvons vous retourner vos originaux après les avoir photocopiés.

*DM (ad)*

Monsieur Fernand Erauw, vice-président du Centre, a confirmé au président de la **Confédération nationale des Prisonniers Politiques et Ayants droit**, Monsieur Jacques De Bruyn, l'accord du Centre pour devenir dépositaire des archives historiques de la Confédération après la clôture des manifestations du Cinquantenaire de la Libération des Camps.

*JG*

## La Coupole d'Helfaut-Wizernes

Musée européen de la seconde guerre mondiale

Entrepris en 1987, le projet de création d'un Centre d'Histoire dans le grand bunker allemand d'Helfaut-Wizernes (Pas-de-Calais, France) entre aujourd'hui dans sa phase de concrétisation. Situé à 5 km au Sud de Saint-Omer, ce bunker est l'une des 9 *Sonderbauten* (Constructions spéciales) édifiées en 1943-1944 pour l'Organisation Todt en vue du déploiement des armes nouvelles allemandes (la fusée A<sub>4</sub>, future V<sub>2</sub>, et l'avion sans pilote FZG 76, futur V<sub>1</sub>) contre Londres. Après le bombardement de Peenemünde (18 août 1943) et du premier bunker géant destiné au tir des fusées A<sub>4</sub> à Eperlecques (12 km au Nord de Saint-Omer), le 28 août 1943, les dirigeants nazis, désormais conscients de la maîtrise complète du ciel par les Alliés, décidèrent de construire une nouvelle base, souterraine cette fois, pour stocker, préparer et tirer les fusées A<sub>4</sub>. Menés avec un degré de priorité maximale, les travaux progressèrent très vite grâce à l'emploi d'une nouvelle technique dite *Erdschalung* (coffrage en terre) : il s'agissait de construire au plus vite le toit de l'ouvrage sur une masse de terre compactée et ensuite, à l'abri des bombardements, de poursuivre la construction des équipements souterrains. En trois mois, de janvier à mars 1944, un énorme dôme en béton armé de 70 mètres de diamètre, épais de 5 mètres, fut réalisé. Les Allemands, qui utilisaient une main-d'oeuvre très diverse (des mineurs de la

Ruhr, des prisonniers russes, des STO français, etc), entreprirent dès lors d'aménager le coeur de l'ouvrage : une salle octogonale de 21 mètres de haut,



destinée à la préparation simultanée de 14 fusées, et desservie par un vaste réseau de tunnels.

Malgré des bombardements alliés massifs, le chantier se poursuivit jusqu'à la mi-juillet 1944; l'emploi des bombes anglaises *Tallboys* de 5 tonnes métriques et la

paralysie des accès ferroviaires furent à l'origine de l'ordre d'Hitler du 20 juillet d'interrompre les travaux. En fait, l'évolution des techniques et les impératifs de la stratégie avaient déjà condamné les sites lourds, comme Wizernes, au profit des bases légères (ainsi pour le V<sub>1</sub>) ou des unités mobiles. Les V<sub>2</sub>, dont le premier exemplaire fut tiré en opération à partir des Ardennes belges contre Paris, le 8 septembre 1944, furent mis en oeuvre par des unités motorisées, changeant constamment de positions pendant

certain craignaient, déjà, que les installations puissent servir aux Soviétiques...

Après plusieurs années de propriété militaire, le site sombra dans l'oubli. Mais à partir des années 1970, la naissance de la *bunker-archéologie* et la résurgence d'une certaine mythologie nazie amenèrent des curieux de plus en plus nombreux, avec, parmi eux, une forte proportion de crânes rasés de près.

Les pouvoirs publics, et en particulier le Conseil Général du Pas-de-Calais, décidèrent alors d'envisager un aménagement de la « Coupole d'Helfaut-Wizernes » afin d'éviter qu'elle ne devienne un lieu de culte pour les nostalgiques du *Reich de mille ans*.

Le projet devait tout d'abord respecter un site sur lequel avaient souffert de nombreux travailleurs forcés. Mais la notion de mémorial se révélait trop limitative dans une période charnière de l'Histoire de l'Europe, celle où les générations de guerre se heurtaient aux générations de l'Europe communautaire, soucieuses de connaître une histoire terrible et commune.

La petite équipe d'historiens constituée autour d'Etienne Dejonghe et Yves Le Maner a d'abord dû définir la nature même de l'équipement projeté. Celui-ci devait certes tenir compte d'une demande de nature *touristique* (curieux, clubs du 3<sup>e</sup> âge, etc.) mais il fut décidé, prioritairement de concevoir un centre éducatif.

Même si la dimension « mémoire » devait être présente, c'est un public jeune (15-25 ans) que les historiens ont choisi de privilégier. C'est en effet la période fondamentale où se forge le citoyen, celle où

l'offensive qui frappa Anvers et Londres jusqu'à la fin mars 1945.

Inachevé, le site d'Helfaut-Wizernes fut soigneusement inspecté par les Britanniques et, au début 1945, les *Royal Engineers* y opérèrent des dynamitages afin de condamner l'accès des tunnels;

l'analyse du passé est une référence nécessaire. Or la transmission de l'Histoire de la Seconde Guerre mondiale est devenue à la fois une mission civique et un enjeu idéologique: même si les mots peuvent paraître banals et naïfs, il nous fallait restituer une histoire européenne et humaniste.

L'exhaustivité, le **généralisme** ont d'emblée été exclus: à vouloir tout dire on prenait le risque de lasser et, surtout, de noyer l'essentiel dans le factuel. Quatre thèmes ont été retenus pour servir d'armature à la réflexion.

1) L'histoire des Armes Secrètes Allemandes de la Seconde Guerre Mondiale ( $V_1$ ,  $V_2$ ) a donné naissance à une abondante littérature souvent peu rigoureuse et parfois franchement nostalgique du nazisme. Or, l'étude approfondie du sujet à partir des archives permet d'en faire un thème révélateur des grands enjeux de la guerre et de la nature même du nazisme: rôle de la recherche technologique dans la guerre moderne, fonctionnement de l'économie de guerre, utilisation de la main-d'oeuvre concentrationnaire par les nazis ( $V_2$  fabriqués à la *Mittelwerk* par les détenus de *Dora*), rôle de la propagande, action des réseaux de renseignements et de la résistance dans l'identification des sites, etc... Quel meilleur résumé de l'Allemagne nazie que la juxtaposition des laboratoires *Hi-tech* de Peenemünde et de l'enfer du **tunnel de Dora**...

2) Le Nord Pas-de-Calais occupé (1940-44). En réagissant contre une tradition historiographique jacobine qui érige Paris en **modèle** de la France occupée mais aussi contre une histoire politique qui réduit l'Occupation à la **question de Vichy**, il s'agit d'analyser l'Occupation

**par en-dessous**, en respectant la réalité sociale, en distinguant comportements individuels et forces collectives. Or, les deux départements du Nord et du Pas-de-Calais, constituant, avec l'Alsace-Lorraine annexées, un terrain d'observation privilégié de la brutalité insidieuse de l'Occupation, dans la vie économique et sociale, dans les comportements culturels. Surtout, le rattachement des deux départements au *MBH* de Bruxelles permet d'étudier concrètement le rôle du seul pouvoir légal maintenu par l'Occupant dans un pays occupé: l'administration vichyste. Développé lors du colloque de Lille, mis en place avec le Centre de Recherches et d'Etudes historiques de la Seconde Guerre mondiale de Bruxelles, en 1985, cette problématique fait voler en éclat le mythe du **bouclier vichyste**.

3) Les Britanniques et la France du Nord. Ce thème développe les liens étroits, avec une forte dimension affective, qui se sont établis entre les habitants du Nord Pas-de-Calais et les Britanniques, en grande partie à contre-courant de l'opinion française prise dans son ensemble. Ces liens proviennent d'une longue histoire commune au cours de la première moitié du vingtième siècle: ce sont les troupes anglaises qui tiennent le front d'Artois et de Flandre française de 1915 à 1918; les Britanniques combattent courageusement dans le Nord lors de l'invasion de 1940 jusqu'à l'évacuation de Dunkerque; les premiers réseaux de résistance se forment pour héberger des soldats puis des pilotes anglais; la région est libérée, en septembre 1944 par des troupes britanniques...

4) Les débuts de la conquête spatiale. Ce thème prolonge logiquement le thème 1.

En effet, les acquis technologiques du V<sub>2</sub> sont à l'origine des grands programmes de missiles balistiques et de lanceurs civils des années 1945-70. Des centaines d'ingénieurs allemands sont recrutés par les Américains et les Soviétiques, ce qui est bien connu, mais aussi par les Français, ce qui l'est moins...

Au-delà de ces quatre thèmes initiaux, un programme complémentaire est d'ores et déjà prévu; il vise à étendre l'analyse, géographiquement (la Bataille de l'Atlantique, le Front Russe, etc.) et thématiquement (les **grands hommes** de la guerre, la main-d'oeuvre en Allemagne, etc.).

Le problème des méthodes de transmission de l'information a été l'objet d'une longue réflexion. Le choix de l'audiovisuel comme vecteur fondamental s'est imposé: c'est le **langage** naturel des adolescents européens de la fin du XX<sup>ème</sup> siècle. Les avancées technologiques récentes permettent de proposer une approche individuelle de la visite. En effet, le système de commentaire synchrone par casque infra-rouge permet au jeune visiteur de **s'enfermer avec lui-même**: il peut mener sa visite à son gré, à son rythme, sans dépendre du groupe auquel il peut appartenir ou d'un guide au discours répétitif.

Dès l'origine, le Centre d'Helfaut-Wizernes sera accessible avec des commentaires en quatre langues (Français, Néerlandais, Anglais, Allemand) tant dans les casques d'audioguidage que sur les légendes des panneaux d'information.

Un ensemble d'une vingtaine de documentaires compose le coeur du programme audiovisuel: ils utilisent des

éléments d'archives (films, photos); il n'y a pas de témoignages d'**anciens combattants** afin d'éviter une perception déformée d'un phénomène dont les acteurs, de 1939 à 1945, furent, en grande majorité, de jeunes européens.

Afin d'éviter une solution médiane, toujours source de frustration, il a été décidé de concevoir deux types de documentaire. Tout d'abord, des **films de synthèse**, de 15 à 20 minutes, très didactiques, qui fournissent à tous les visiteurs les clés de chaque thème, les lignes de force de l'information.

Ensuite, des documentaires de 7 à 10 minutes, qui permettent de développer plusieurs des éléments simplement évoqués par le film de synthèse. La consultation de ces documentaires d'approfondissement est choisie librement par chaque visiteur en fonction de ses centres d'intérêts personnels.

L'ensemble des documentaires est présenté dans un décor, proche des techniques du cinéma, qui permet de restituer une ambiance. Le choix des couleurs, de l'intensité de l'éclairage, de certains objets symboles, l'utilisation de décors en trois dimensions vise à renforcer la notion de plongée dans le passé. Aucune arme et aucun uniforme ne figureront en tant qu'objets dans la présentation muséographique.

Si l'audiovisuel constitue le choix essentiel dans l'approche pédagogique du Centre, l'écrit n'est en aucune manière exclu, bien au contraire. En effet, l'information transmise dans les documentaires, est reprise, complétée, développée dans un ensemble de panneaux **classiques** (avec photos légendées, cartes, graphiques, etc.), situés

dans chaque espace thématique (ex: vie quotidienne, invasion 1940, les bombardements aériens, etc.). Enfin, une série de publications, très synthétiques, est prévue, pour permettre au visiteur de compléter sa réflexion, après la visite.

La réalisation du programme audio-visuel s'est effectuée en deux phases. Pendant cinq années, E. Dejonghe et Yves Le Maner ont entrepris une prospection systématique des centres d'archives conservant la mémoire visuelle de la Seconde Guerre mondiale, en France, en Belgique, en Grande-Bretagne, en Allemagne, au Canada et aux Etats-Unis. 12.000 photographies ont été acquises, classées et légendées; plusieurs dizaines d'heures de films bruts ont aussi été achetés. Dans un second temps, la réalisation des audio-visuels a été entreprise avec le partenariat technique de l'Etablissement Cinématographique et Photographique des Armées (Fort d'Ivry, Paris); l'ensemble du programme sera achevé en 1995.

Afin de veiller à la cohérence du projet et à la qualité de l'information et de transmission, un comité d'éthique a été mis en

place en 1993. Il comprend des élus représentants les pouvoirs territoriaux financeurs du projet (Conseil Régional, Conseil Général du Pas-de-Calais) et quatre historiens: J. Gotovitch, J.P. Azéma, E. Dejonghe et Y. Le Maner. Outre son rôle de suivi scientifique, ce comité sera chargé de veiller à ce que l'activité touristique du Centre n'entraîne aucune dérive quant au fond historique.

Afin d'éviter le danger de fossilisation et de routine qui menace ce type d'équipement dès son ouverture, des éléments de réflexion ont d'ores et déjà été mis en place pour prévoir, avant la fin du millénaire, l'extension du Centre d'Histoire Européenne de la Seconde Guerre Mondiale. Outre de nouveaux secteurs d'exposition, il est prévu de créer une vidéothèque ouverte aux étudiants et aux chercheurs. Elle regroupera, d'une part, les actualités filmées réalisées dans les différents pays belligérants de 1939 à 1945 et, d'autre part, les films de fiction évoquant la Seconde Guerre Mondiale depuis 1945.

**Yves LE MANER**

Quelques ouvrages concernant les bombes volantes disponibles dans notre bibliothèque:

- **Bornemann (Manfred)**, *Geheimprojekt Mittelbau. Die Geschichte der deutschen V-Waffen-Werke*, München, J.F. Lehmanns Verlag, 1971.
- **Cels (Jos)**, *V-Bommen op Antwerpen*, Antwerpen-Weesp, Standaard Uitgeverij, 1984.
- **De Schuyter (Jan)**, *Gemarteld in Antwerpen. Sinjorenstad onder de V-bommen*, Antwerpen, De Palm, 1945.
- **Despriet (Philippe)**, *De V<sup>1</sup> en de V<sup>2</sup> in Frans-Vlaanderen*, Roeselare, cartoeristiek, 1983.
- **Dornberger (Walter)**, *L'arme secrète de Peenemunde*, Paris, J'ai Lu, 1966.
- **Hahn (Fritz)**, *Waffen und Geheimwaffen des deutschen Heeres 1933-1945*, Koblenz, Bernard & Graefe Verlag, 1986.
- **Lemoine (André H.)**, *V<sup>1</sup> sur la Belgique*, Bruxelles, Editions J.M. Collet, 1985.
- **Lippe (Théo)**, *La Bosse de Béton*, (Bruxelles, chez l'auteur, 1973).
- **Renneberg (Monika) & Walker (Mark)**, *Science, Technology and National Socialism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994.
- **Schabel (Ralf)**, *Die Illusion der Wunderwaffen. Die Rolle der Düsenflugzeuge und Flugabwehrraketen in der Rüstungspolitik des Dritten Reiches*, München, R. Oldenbourg Verlag, 1994.

# *Léopold III: un apport essentiel*

*José Gotovitch et Rudi Van Doorslaer s'entretiennent avec Jan Velaers et Herman Van Goethem à propos de leur récente étude Leopold III. De Koning, het land, de oorlog (Tielt, Lannoo, 1994)*

*Les études de De Jonghe, Stengers et Vanwelkenhuyzen ont révélé chacune sous un angle spécifique des sources importantes. Qu'apportez-vous de neuf et pouvez-vous en évaluer l'importance ?*

D'abord les Archives du Palais Royal, à présent accessibles pour les années 1940-1944, qui se sont avérées plus riches qu'on pouvait le penser. Evidemment, il y a les papiers de Capelle, secrétaire du Roi, déposés au Centre. Du côté du gouvernement on a pu consulter les procès-verbaux du Conseil des Ministres, vraisemblablement pour la première fois d'une manière systématique. En plus les papiers du ministre d'Etat A. de Schryver. Dans votre Centre, le «Second Journal de Guerre», de P. Struye, une source de première importance. Les écrits de Van Overstraeten, de de Man et de Capelle étaient des pièces maîtresses. Une trilogie: trois conseillers, un militaire, un homme politique et son secrétaire. Les Archives du Palais Royal sont-elles complètes ? Ce n'est pas évident. Les papiers «personnels» du Roi ne sont pas là. Les archives nous semblent plutôt concentrées autour du chef de cabinet adjoint que du chef de cabinet. Même dans ces conditions, elles sont incomplètes. D'un autre côté on peut dire qu'on a eu de la chance, il n'y a que quelques années que ces documents sont accessibles.

*Dans quelle mesure peut-on faire confiance aux écrits de Capelle ? Beaucoup de dires qu'on attribue au Roi sortent en fait de la plume de Capelle.*

Il est bien évident que nous sommes demeurés sur nos gardes. Mais il est intéressant de savoir comment fonctionnait l'entourage royal. Le souverain parlait séparément à chaque membre de cet entourage, ne disant jamais ce qu'il avait communiqué aux autres. Il y avait beaucoup de frictions dans ce petit monde. Chacun se faisait donc une certaine idée de la pensée royale mais lorsqu'on aligne côte à côte les écrits de Capelle, de van Overstraeten et de Frédéricq, on ne constate pas de divergences fondamentales. On se trouve bien en présence des pièces d'un même puzzle.

*Quels nouveaux éléments avez-vous pu tirer de ces sources ? Qu'avez-vous pu ajouter à nos connaissances ?*

La thèse principale est probablement que le Roi opte après la capitulation pour la neutralité de fait sur le plan international et que son attitude sur le plan national est «Ordre Nouveau». Ce qu'il y a de neuf dans notre livre, c'est de montrer que cette attitude s'inscrit fortement dans la continuité de l'histoire de Belgique, de la position d'Albert Ier à celle du début du règne de Léopold, lorsqu'il dissocia la Belgique de la France, optant pour la neutralité. Quant à l'intérieur, il y a les sentiments «Ordre Nouveau» du roi. Il ne croit plus du tout dans le système parlementaire. Ses réflexions vont incontestablement dans le sens d'une nouvelle société, une nouvelle constitution: renforcement du pouvoir exécutif, diminution du rôle du parlement, restriction de l'impact des élections, etc... On peut également considérer comme nouvelle approche l'agencement logique de ces idées que les études précédentes n'avaient fait qu'évoquer.

*Somme toute, les précédentes recherches n'offraient qu'une image incomplète de la question ?*

Oui, et nous sommes ainsi en mesure de donner une autre interprétation pour des faits précis. Par exemple, lorsque De Jonghe a trouvé le télex du 26 juin, il pouvait seulement poser la question: «Pourquoi le roi désire-t-il rencontrer Hitler, où et quand ?». Il ne disposait pas d'autres données. A présent il est clair que Léopold recherchait une solution comparable au régime de Vichy.

*L'essence du livre, traitant de la question royale, semble se réduire à l'interprétation des rapports de force dans une démocratie parlementaire et aux conceptions du Roi dans ce domaine. On peut se demander s'il n'y aurait eu une question royale qu'à propos du problème international.*

Probablement oui. Nous sommes d'avis que la dimension nationale était plutôt un dérivé et que le problème principal relevait du contexte international, cette neutralité de la Belgique, qui faisait en sorte que le pays ne devait pas continuer la guerre. Que la guerre mettrait peut être l'Europe sous hégémonie allemande, ce qui amènerait un nouveau système politique en Belgique, mais c'était quand même un dérivé de ce contexte.

*Si le Roi avait été imprégné de la valeur de la démocratie et de ses principes fondamentaux, n'aurait-il pas pris une autre position pendant la guerre ?*

C'est une question difficile. Si... ? Le grand conflit avec le gouvernement était l'attitude de la Belgique dans cette guerre. Avant-guerre Léopold et aussi le Centre d'Etude pour la Réforme de l'Etat disaient que l'on pouvait vivre avec la Constitution, mais en l'interprétant plus à la lettre. Le Roi nomme ses ministres, le gouvernement ne peut pas être soumis aux partis politiques. Après la campagne des 18 Jours, le Roi estime que la Constitution doit être modifiée, que le lien entre le gouvernement et le parlement doit être coupé. Le système parlementaire devrait être laissé de côté. Il y a donc évolution, mais était-ce là la motivation du Roi. Il n'est pas resté en Belgique pour changer les structures constitutionnelles. Mais il espérait bien que la guerre serait une révolution, une «révolution nationale» dans la terminologie pétainiste. Devant le choix entre le système britannique et le système allemand, il aurait choisi, mais il ne reste pas au pays pour l'instaurer. La neutralité de la Belgique est à ses yeux la seule chance de survie.

*Dans la Belgique occupée, même les gens qui ne sont pas favorables à la démocratie parlementaire changent d'avis au cours de la guerre, entrent dans la résistance... Comment pouvez-vous expliquer que le Roi lui n'a pas changé d'avis ?*

Vous voulez dire par rapport à l'Ordre Nouveau ? Nous constatons que Frédéricq a fait de grands efforts, écrit des longs rapports pour convaincre le Roi de revenir au système parlementaire. Wodon, chef de cabinet d'Albert Ier, était contre. Léopold ne voit pas très clair dans ces problèmes, car nous ne croyons pas qu'il aspirait à un pouvoir personnel, il voulait un exécutif fort, un gouvernement fort. Mais pourquoi s'accrocha-t-il si longtemps ? Une question importante!

*Oui! Car, que savait le Roi de ce qui se passait dans le pays ? Qui lui donnait, p.e., un résumé de ce qui est écrit dans la presse clandestine ?*

Il reçoit les rapports de Struye, rédigés à son attention, mais ce n'est pas en lisant que les Belges aspiraient de plus en plus à un système parlementaire qu'il en était convaincu. On constate qu'il était plutôt convaincu que le système d'Ordre Nouveau était tout de même plus souhaitable. Il diagnostiquait, se basant sur son expérience des années

trente, que l'exécutif était trop faible et voulait donc neutraliser les partis politiques. C'est justement parce que les partis se sont renforcés et, après la libération, forment le gouvernement que le système parlementaire a démontré sa viabilité. Son diagnostic était erroné. Il a mis la faute là où la solution se trouvait, dans le rôle des partis politiques.

*Bien d'autres choses restent étonnantes. P.e. que le Roi s'en prend de manière la plus populiste aux fondements de la Belgique depuis 1830, les groupes financiers et industriels. Quand on lit les analyses de Galopin et du groupe autour de la Générale, notamment concernant les chances d'une victoire alliée, cela depuis 1941, on voit que le contraste avec les perceptions de Léopold est très grand. C'est comme si le Roi est presque déphasé, mais en réalité il est de parti pris idéologique.*

C'est plutôt une réinterprétation vue d'après-coup. Vous arrivez à cette thèse en disant que le noyau du problème est la volonté royale de changer le régime. On peut raconter l'histoire d'une autre façon: il prit cette position parce qu'il pensait qu'il devait garder la Belgique hors du conflit, point de vue qu'il défendra jusqu'en 1944.

*La problématique constitutionnelle constitue la trame de l'étude. Dans la pratique, il apparaît qu'en fait ce qui s'est passé avant, pendant et après la guerre, notamment en matière de rapports de force entre le Roi et le parlement et de contenu de la démocratie parlementaire, n'a absolument rien à voir avec l'interprétation de la Constitution. Ce qui a effectivement une influence, ce sont les rapports de force et ceux-ci ne sont pas seulement déterminés par les partis mais surtout par le climat et la culture politique de la société. Cela nous semble faire un peu défaut dans votre étude.*

C'est là le thème de la recherche plus large dans laquelle ce travail se situe. Nous avons un Centre de recherches pour étudier justement les rapports entre la Constitution et la politique. La thèse de base est qu'il existe une interaction entre les deux. Plus on analyse les publications politiques, plus on a l'impression que l'aspect constitutionnel doit être relativisé, qu'il s'agit souvent d'une question de rapports de force politique et qu'en fonction d'un rapport de force déterminé, on va défendre certaines idées.

*On a dit souvent que l'attitude vis-à-vis de la question juive est en fait un baromètre idéologique du degré d'adhésion à l'Ordre Nouveau. Vous écrivez qu'il y a des «indices choquants» des conceptions antisémites du Roi.*

Reconnaître une telle idéologie à travers les faits est toujours une question de ce que l'on y voit *a posteriori*. Nous décrivons. Nous n'avons pas voulu faire d'analyse qui traite l'histoire de manière théorique en fonction de concepts de théorie politique. Nous sommes restés au niveau des événements car nous ne trouvions pas important de qualifier ces faits en fonction de nos idées, conceptions et appréciations.

*Léopold évoque-t-il le nazisme, l'Allemagne nazie ?*

En 1941 il déclare: «Les principes du national-socialisme domineront partout». Mais par ailleurs il dit: «Si la *Wehrmacht* revient en vainqueur de la Russie, ils sauront contraindre les politiciens nazis». Citation importante. Il se situe plutôt dans le camp de la *Wehrmacht*, système autoritaire d'un autre type. Il espère que l'Allemagne survivra, qu'elle sera suffisamment forte pour être un contrepoids face à la Grande-Bretagne, ce qui permettrait à la Belgique de retrouver sa place. Mais il perçoit le nazisme comme une force destructrice, qui a réussi d'anéantir le système parlementaire et qui va combattre le communisme, n'ayant par contre en rien une perspective constructive.

*Léopold III en tant que chef de la résistance n'est donc pas une réalité ?*

Non, nous ne le croyons pas, maintenant. Cela se situe également dans la continuité: la bataille terminée, nous demeurons politiquement passifs. La résistance demande trop de sacrifices en vies humaines. Les Belges doivent rester neutres.

*Donc même occupée, la Belgique doit rester neutre. Et lorsque les Anglais arrivent, le Roi les considère également comme des occupants ?*

Oui, mais cela n'est pas aussi aberrant, car au départ, on songeait à laisser les armées alliées gouverner les territoires libérés, en application du Traité de La Haye concernant les territoires occupés. C'est un homme du passé aussi bien dans sa condamnation du système parlementaire que dans sa conception de la place de la Belgique sur le plan international. Il mésestime complètement les rapports politiques en 1944. Lorsque Léopold est libéré et entend ce qui se dit à son sujet, il a une crise de nerfs. Frédéricq est certes parvenu à le remettre sur la bonne voie en politique intérieure; en politique étrangère, dans son «Testament politique», il demeure fidèle à ses conceptions antérieures.

*Comment expliquez-vous, après la rélecture de tous les documents, l'évolution si rapide de l'attitude de nombreuses personnes en avril 1945 concernant le retour du Roi ? En l'espace de 15 jours, il y a eu revirement de la situation!*

Selon le *Foreign Office*, il faut en voir la cause dans la campagne organisée par le cardinal Van Roey et le président de la Chambre Van Cauwelaert, rapidement rappelés à l'ordre, même par le Vatican. Dès qu'il y eut des rumeurs que le Roi allait être libéré, la jeunesse catholique est descendue dans la rue. La réaction était immédiate: le retour ne se passera pas sans débat. Dès qu'il y a eu discussion politique, il n'y avait plus de place pour les nuances. Ce qui a peu à peu transpiré a d'emblée donné une autre image: la visite à Berchtesgaden, les contacts de Capelle avec des collaborateurs...

*Cela semble venir de la base. On a également affirmé qu'il s'agissait d'une manière habile pour certains politiciens de faire silence sur d'autres faits. Votre opinion ?*

Nous avons aussi cette impression. Le fait que certains hommes politiques catholiques aient défendu le Roi avec une telle vigueur s'explique peut-être par le fait que certains défendaient également leur propre dossier: Struye, les ministres en France... On peut également se demander pourquoi le cardinal n'a rien fait pour tempérer l'ardeur de la répression et pourquoi il a joué à fond la carte du Roi. Le cardinal savait exactement ce qui s'était passé et avait lui-même adopté une attitude difficile à défendre et impossible à expliquer en ces temps au grand jour.

*Enfin, y a-t-il déjà eu des réactions sur le livre et dans quel sens allaient-elles ?*

La presse, chose remarquable, écrit principalement dans une perspective de reconnaissance: l'attitude anti-léopoldiste ou l'attitude pro-léopoldiste était-elle la bonne ? Nous avons tenté de ne pas prendre position. La plupart des engagés léopoldistes sont francophones et la question reste de savoir s'ils ont lu le livre. Mais ceux qui souhaiteraient néanmoins défendre une version léopoldiste seront sans doute un peu accablés par les documents désormais disponibles. Nier les faits est devenu difficile.

(11 janvier 1995)

(ip - ck - ac - wm)

# Mon papa est à la guerre

*Une histoire de l'enfance au cours de la Seconde Guerre mondiale*

Le responsable de l'acquisition des livres dans un centre d'étude de la Seconde Guerre mondiale ne doit pas se soucier seulement des ouvrages importants ou des grands sujets. Une bonne politique d'achat doit également prendre en compte ce qui est particulier ou nouveau, comme par exemple ce qui ouvre de nouvelles perspectives prometteuses. C'est pourquoi, il me paraît des plus intéressants d'offrir chaque année au lecteur de '30-'50, non seulement un aperçu des grands thèmes récurrents dans les titres récemment publiés, mais également la présentation d'un livre (ou de quelques livres) qui, pour l'une ou l'autre raison, sort de l'ordinaire.

*Daddy's Gone to War. The Second World War in the Lives of America's Children* (New York-Oxford, Oxford University Press, 1993, 365 p.), de l'historien américain William Tuttle (Université du Kansas) m'a fourni un sujet idéal pour ouvrir la présente rubrique. Depuis longtemps, on n'étudie plus la guerre, et la Seconde Guerre mondiale non plus, comme un événement purement militaire. Une guerre moderne est, par définition, un fait sociétal global. Mais, s'il n'est plus neuf, dans l'approche contemporaine de l'histoire de la guerre, d'y intégrer l'histoire politique et l'étude des phénomènes sociaux et économiques, ce n'est pas le cas en ce qui regarde l'histoire culturelle (la culture désignant ici, non uniquement les arts, mais, d'une manière plus large, la manière dont les gens se comportent et pensent le monde).

Il n'en apparaîtra pas moins avec évidence, à tout un chacun, qu'une guerre influe sur la vie quotidienne des gens et que l'impact est peut-être encore plus grand sur les enfants. Il importe donc de savoir s'il y a des **enfants de la guerre** et si l'expérience de la guerre a marqué leur vie ultérieure.

Le livre de William Tuttle n'est pas le premier qui se focalise sur l'histoire de l'enfance, ni le premier à se centrer sur les enfants au cours de la période 1940-1945. Mais c'est le premier qui tente de décrire l'influence de la Seconde Guerre mondiale sur les enfants dans la large perspective de la vie quotidienne. Auparavant, c'est exclusivement aux situations extrêmes auxquelles des groupes d'enfants furent confrontés qu'on a porté attention. Je pense, à ce propos, en ce qui concerne la Belgique, aux enfants dans les camps, au passage dans la clandestinité des enfants juifs, mais aussi aux enfants des collaborateurs arrêtés après la libération (Voir ci-dessous la liste des ouvrages).

Tuttle se fonde dans son étude sur la psychologie du développement. L'âge, la culture et l'histoire déterminent le développement individuel et donnent forme au changement social, argumente-t-il. Certains enfants ont été à peine touchés par la guerre, d'autres l'ont été beaucoup plus. Les plus jeunes, ceux qui avaient moins de six ans, qui en savaient le moins sur la guerre, en ont été le plus marqué en raison de l'absence du père (ou

parfois de la mère). Mais, chez des enfants plus âgés, qui ont vécu la guerre en toute conscience, les conséquences sont également souvent visibles.

*Daddy's Gone to War* traite, cela va de soi, de la situation américaine et non de la situation européenne ou, plus spécifiquement encore, belge. Mais son analyse dégage beaucoup d'éléments universels. Certains événements de guerre ont influencé positivement la vie des enfants. Beaucoup d'enfants ont été placés dans des situations d'adultes et ont appris à assumer des responsabilités dans le ménage. Les *homefront children*, comme Tuttle les appelle, en acquièrent un sens aigu de l'initiative, de l'indépendance et de l'assurance. D'autres expériences furent franchement négatives. La sécurité affective souffrit parfois beaucoup de la longue absence des adultes. Aux USA, c'étaient les soldats qui étaient absents. En Belgique, c'étaient les prisonniers de guerre (uniquement les francophones après mai 1941), les travailleurs volontaires en Allemagne, les déportés du travail, les prisonniers politiques, mais aussi les combattants wallons et flamands au Front de l'Est et les volontaires qui avaient fui en Grande-Bretagne. Pour certaines de ces catégories, on dispose plus ou moins de chiffres précis, pour d'autres non. En tout cas, il s'agit de quelques centaines de milliers de personnes. En outre, il y avait encore en Belgique beaucoup plus de facteurs qui créaient chez les enfants une atmosphère permanente d'insécurité et d'angoisse: les bombardements, les difficultés financières de beaucoup de foyers, la précarité de la situation alimentaire, le couvre-feu, etc.

De cela, divers paramètres permettent d'évaluer les résultats après la libération. Ainsi, après la guerre, la Belgique comptait 1.500 orphelins juifs, parmi

lesquels 1.200 ne possédaient pas la nationalité belge (J'ai puisé ces chiffres dans la précieuse brochure: T. Brosse, *L'enfance victime de la guerre. Une étude sur la situation européenne*, Paris, Unesco, 1949). Il n'est pas possible de déterminer combien la Belgique comptait alors d'autres orphelins de guerre. Mais les chiffres pour l'étranger révèlent l'ampleur du problème: en France, on évalue leur nombre de 60 à 70.000. Il ne faut pas sous-estimer non plus les conséquences sur le plan pédagogique. 281 écoles fondamentales furent, en Belgique, totalement détruites, et 2.852 le furent partiellement.

La désintégration sociale, la pauvreté et l'affaiblissement des valeurs morales accrurent également, sous l'occupation, les chiffres de la criminalité. Cette tendance s'observa également chez les mineurs d'âge, comme cela ressort de l'évolution du nombre de ces mineurs condamnés par les tribunaux: 2.029 en 1939, 5.110 en 1942 et 4.751 en 1946. Les familles brisées furent retenues comme la cause principale de la délinquance juvénile. En Belgique, 73 % des mineurs d'âge condamnés (pour diverses raisons) provenaient de familles désintégrées. Le Service de la Protection de la Jeunesse du ministère de la Justice prit le problème à coeur après la guerre et le traitement concret de ce **problème des enfants** ouvre des perspectives heuristiques intéressantes à la recherche historique. C'est l'une des voies par lesquelles on peut aborder l'histoire de l'enfance pendant la guerre.

Tuttle pose aussi la question de savoir si l'identité collective des enfants de la guerre peut légitimer le concept de **génération de la guerre**. Aux Etats-Unis, certains auteurs situent, en ce qui concerne la mentalité, les enfants de la guerre entre la génération de la Grande

Crise et celle de la société d'abondance d'après-guerre. Ils placent la césure en 1942. Les valeurs traditionnelles dans lesquelles grandirent les enfants de la guerre et dont, pour le reste de leur vie, ils furent porteurs, mettaient l'accent sur l'importance du mariage et de la famille, l'épargne, l'ascension sociale et le progrès matériel.

Cette idéologie dominante changea peu entre les années de l'immédiat après-guerre et les années soixante, tant aux Etats-Unis qu'en Europe occidentale. Ce furent les enfants de la guerre qui réussirent, à leur profit, l'édification d'une société de progrès social et de relative prospérité et qui assurèrent la croissance démographique. Les valeurs issues de la guerre demeurèrent inchangées jusqu'aux années soixante. C'est seulement à ce moment-là qu'une nouvelle génération les remit fondamentalement en question.

La recherche de Tuttle présente un point faible: les sources utilisées. Il plaça un avis dans une série de journaux et reçut 2.500 lettres d'enfants de la guerre.

Quantitativement, on ne peut donc rien en inférer, et pas une fois, l'auteur ne sait si son échantillon est quelque peu représentatif. C'est un problème fondamental.

Cependant, les questions que Tuttle suscite et les hypothèses qu'il formule délimitent, en ce qui concerne l'historiographie de la guerre en Belgique également, un passionnant terrain de recherche. Il faudra néanmoins rechercher d'autres sources que des témoignages écrits un demi-siècle après les faits. Sur ce terrain, les historiens des mentalités au Moyen-Age et aux Temps modernes nous ont indiqué avec audace, imagination et créativité, la voie à suivre. Quel séminaire, quel étudiant relèvera le gant ?

*Rudi Van Doorslaer (ad)*

#### Quelques ouvrages:

- **L. Chagoll**, *In naam van de Führer*, Brussel-Amsterdam, Elsevier Manteau, 1979;
- **Id.**, *Zes jaren en zes maanden. Herinneringen van een kind dat aan de nazi's is ontsnapt maar in Japanse kampen terecht is gekomen*, Antwerpen, Standaard Uitgeverij, 1981;
- **M. Liebman**, *Né juif. Une enfance juive pendant la guerre*, Paris-Gembloux, Duculot, 1977;
- **V. Teitelbaum-Hirsch**, *Les larmes sous le masque. Enfants cachés*, Bruxelles, Labor, 1994;
- **C. Vegh**, *Je ne lui ai pas dit au revoir. Des enfants de déportés parlent*, Paris, Gallimard, 1979;
- **D. Mulder & B. Prinsen** (éd.), *Kinderen in kamp Westerbork*, Hooghalen, Stichting Herinneringscentrum Kamp Westerbork-Van Gorcum & Comp. B.V., 1994.
- En ce qui concerne les enfants de collaborateurs, voir la série d'articles parus dans *Humo* (août 1985): *De andere kant. Kinderen van collaborateurs*; **P. Rigoulot**, *Les enfants de l'épuration*, Paris, Plon, 1993.

## *Participation aux expositions*

Comme nous l'avions déjà laissé entendre dans le précédent numéro de '30-'50, les commémorations du débarquement de Normandie et de la Libération ont incontestablement constitué une période faste pour notre section iconographique. Nous avons été confrontés à de multiples sollicitations. Quelques-unes manquaient du plus élémentaire bon sens. On nous demanda par exemple: «N'avez-vous pas de photos du village de... où se trouve la maison de mon grand-père ?» ou encore: «Pourriez-vous venir monter une exposition dans notre salle des fêtes pour la semaine prochaine ?»

Heureusement, la plupart des demandes étaient moins extravagantes. Quantité de personnes privées, de journalistes, d'administrations communales ainsi que d'autres administrations publiques ont fait appel à nous soit pour obtenir des renseignements, soit du matériel iconographique (photos, affiches, caricatures)

pour des publications et des expositions. On a donc fait abondamment usage de nos collections pour illustrer des articles de circonstance ou des ouvrages. De même, on recourut fréquemment aux panneaux de l'expo-CGER *La vie quotidienne durant l'occupation* déposés chez nous. Ils firent le tour du pays, servant d'illustration à des expositions locales. Obtinrent ainsi notre active collaboration les communes suivantes: Arlon, Bastogne, Bertrix, Beverlo, Charleroi, Dessel, Dison, Farciennes, Herstal, Kapelle o/d Bos, Kortrijk, Laeken, Leuven, Liège, Lier, Maasmehelen, Mechelen, Merksem, Nassogne, Oostende, Oosterzele, Opwijk, Tienen, Welkenraedt, Woluwé-Saint-Lambert. A cela il faut encore ajouter diverses institutions comme le Comité du 8 Mai, la Fédération touristique du Hainaut, le Parlement ou la RTBF-Hainaut.

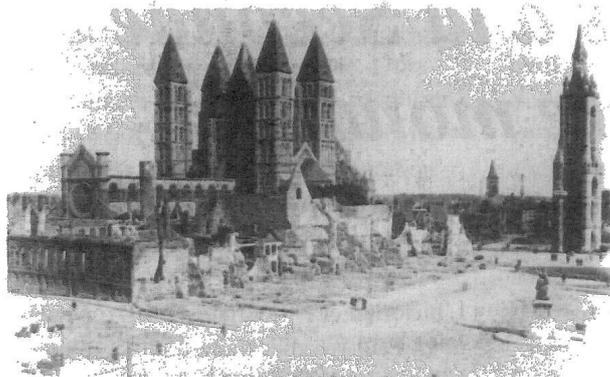
*FS (ad)*

### *Un nouveau règlement à la salle de lecture*

Trois éléments nous ont amenés à adapter quelque peu le règlement de la salle de lecture. L'accroissement constant du nombre de lecteurs a nécessité de limiter à 20 le nombre de pièces communiquées quotidiennement. En outre, la photocopie des documents prenait trop de temps. Un système de cartes magnétiques permettant la photocopie par les lecteurs eux-mêmes a donc été introduit. Enfin, pour juguler la tendance à la photocopie massive de pièces d'archives, le prix de la photocopie desdites pièces a été porté à 8 FB la page. Enfin la publication de séries de documents appartenant aux collections du Centre est désormais subordonnée à l'autorisation de la direction.

*RVD (ad)*

# Acquisitions



*Tournai subit d'énormes destructions en 1940...  
...mais la vie ne s'est pas arrêtée*



En ce qui concerne les récentes acquisitions de la photothèque, le Centre peut se féliciter d'être entré en possession de quelques centaines de photos de communes belges bombardées. Les photos montrent non seulement des destructions mais présentent également les sites après leur reconstruction partielle. Ce fonds a fait l'objet d'un classement et sera accessible dès la fin du mois de novembre. Y figurent les villes et communes ci-après: Aalst, Angleur, Antwerpen, Bastogne, Hornu, Houffalize,

Huy, Kortrijk, Laroche, Liège, Luythaegen, Malmedy, Mechelen, Merksem, Middelburg, Mons, Mortsel, Namur, Nivelles, Oostende, Oude God, Putte, Saint-Ghislain, Sankt-Vith, Schoten, Sint-Job in 't Goor, Stavelot, Tessenderlo, Tongeren, Tournai, Veurne, Wijnegem, Willebroek, Wilrijk, Wuustwezel, Zwijndrecht. Vous trouverez dans ces pages quelques-unes de ces photos.

Nous avons reçu un don important de l'Institut Royal du Patrimoine artistique. Cette prestigieuse institution a mis à notre disposition 622 photos concernant la période 1930-1945, dont 140 sur la Belgique pendant l'entre-deux-guerres et 175 sur notre pays pendant la seconde guerre mondiale. Il s'agit de

documents souvent fort intéressants qui faisaient jusqu'à présent défaut dans notre collection. Dès que ce fonds sera intégré dans notre photothèque, il sera accessible à nos visiteurs. Nous tenons à remercier sincèrement Madame Liliane Masschelein-Kleiner, Directeur de l'I.R.P.A., ainsi que Monsieur Raf Van de Walle de cette même institution de leur aimable collaboration.

*Frans Selleslagh (ac)*

## Sources et historiographie relatives à la Seconde Guerre mondiale

Le *Rijksarchief Noord-Brabant* et le *Rijksinstituut voor Oorlogsdocumentatie (RIOD)* ont organisé un colloque sur ce sujet, du 30 septembre au 1<sup>er</sup> octobre 1994, à 's Hertogenbosch.

La première journée fut consacrée aux sources. S. Walton, de l'*Imperial War Museum*, à Londres, donna un aperçu du contenu et de la valeur des sources d'archives conservées dans cette institution. Les *private papers archives* contiennent, en effet, un trésor d'archives et journaux personnels de militaires britanniques, mais aussi de citoyens de tous rangs et de toutes classes, sur des sujets qui vont des opérations militaires à la vie quotidienne. Par ailleurs, les *Foreign records* contiennent des copies de fonds allemands (pas seulement les *GRMA*, mais aussi une documentation alliée sur l'économie allemande), un fonds relatif au Japon et les transcriptions des procès de Nuremberg.

Après cet exposé, le dr van der Leeuw, ancien collaborateur du *RIOD*, traita des ressources heuristiques du *Centraal Archief Bijzondere Rechtspleging*. Ces archives sont le pendant de la documentation relative à la répression qui est déposée à l'Auditorat général. L'importance de dossiers qui concernent plus de 100.000 suspects dépasse la personne de ceux-ci: nombre d'archives de guerre et de fichiers y sont intégrés. La destruc-

tion des dossiers personnels devra donc s'opérer avec sélectivité.

L'historien et ex-journaliste à *Vrij Nederland*, Paul Koedijk traita d'un ton plus léger de la découverte de fonds imprévus en des endroits inattendus et de la redécouverte d'archives disparues. Bien qu'il soit amusant de trouver, par hasard, quelque chose d'intéressant, Koedijk visait néanmoins une plus grande rapidité dans l'ouverture normale des archives.

Le professeur Talsma (Université d'Amsterdam) parla de la valeur des interviews comme source de l'histoire de l'occupation. D'après lui, la valeur de la **vague d'interviews** a été surestimée, plus particulièrement en ce qui concerne l'histoire locale, parce que l'usage des interviews s'est rarement accompagné d'une réflexion sur les problèmes méthodologiques posés par l'interview en tant que source. Dans la mesure, précisément, où l'usage de l'interview est si important, il plaide pour une évaluation systématique: quel type d'interview fournit des réponses valables et à quelles questions ?

En tant que chercheur du Centre, il avait été demandé à Dirk Martin de faire un exposé général sur les sources de l'histoire de la guerre et de l'occupation en Belgique (voir, pour cet aperçu général, les actes du colloque).

Enfin, l'archiviste général du royaume, le professeur Ketelaar, fit un exposé particulièrement solide sur l'information relative aux personnes dans les archives publiques. On ne badine pas aux Pays-Bas avec le respect dû à la vie privée. L'orateur énuméra cinq niveaux qui conditionnent le **droit de savoir**: la loi, les règles relative à la consultation, la déclaration du chercheur (ne pas faire usage de ce qui relève de la vie privée...), une conservation physique correcte et l'éthique professionnelle de l'archiviste. Il est apparu plus tard dans la discussion jusqu'où cela peut parfois aller. Quelqu'un qui souhaitait consulter son propre dossier des années de guerre se vit refuser cette consultation parce que... il n'était pas encore décédé.

Cette intéressante journée d'étude se termina par la présentation de l'*Archieven-gids van de Tweede Wereldoorlog. Nederland en Nederlands-Indië*, établi par Erik Somers et Mark Pier et édité par le RIOD et le Walburg Instituut. Cet utile instrument de travail compte, avec les index, 407 p. et donne un aperçu de toutes les sources d'archives concernant la Seconde Guerre mondiale aux Pays-Bas.

La seconde journée, animée, comme la première, avec compétence et dynamisme par le professeur J. Blom (Université d'Amsterdam), porta sur l'historiographie. Dans son introduction, Blom traita surtout du post-modernisme, en vogue à l'heure actuelle. La thèse selon laquelle l'auteur, en l'occurrence l'historien, définit la **réalité** et l'imprécision conceptuelle inhérente au **post-modernisme** sont mortelles pour l'histoire. Explicitement ou implicitement, une atmosphère peut se créer «dans laquelle la préoccupation de

la représentation devient tellement envahissante que tout rapport à la réalité historique est menacé de disparition» (ainsi que Blom l'a déjà écrit dans son introduction au numéro spécial, de mars-avril 1994, de *Spiegel Historiael* sur la Seconde Guerre mondiale aux Pays-Bas et en Belgique). Les historiens doivent s'efforcer de restituer la réalité et le faire aussi objectivement que possible. La réflexion théorique est nécessaire, mais c'est l'étude des sources qui est toujours fondamentale.

Le professeur J. Bank (Université de Leiden) dressa un bilan de l'historiographie de la guerre aux Pays-Bas. Il montra qu'à partir de 1980, il y a eu une spécialisation croissante, mais aussi, qu'en même temps, la question s'est posée, sous l'influence du post-modernisme, de la possibilité d'une «représentation» adéquate.

Le dr W. Petter (*Militärgeschichtliches Forschungsamt*, Potsdam) exposa comment l'histoire militaire allemande, née de préoccupations didactiques, les leçons pour officiers, s'est étendue à l'étude de la société pendant la guerre, dans laquelle le *Forschungsamt* a rempli et remplit toujours un rôle important.

Le dr H. Schippers (Université technique d'Eindhoven) relata ses expériences de recherche dans les archives du *Zwart en Nationaal Front*, tandis que G. van der Ham (Amsterdam) illustra son exploration du maquis des détenteurs d'archives à l'aide de sa recherche sur l'histoire de l'occupation en Zélande.

*Dirk Martin - Wim Meyers (ad)*

## *Les archives, l'Europe et la collaboration internationale*

C'est sous ce titre que du 19 au 21 octobre 1994 se déroula aux Archives Nationales de Paris, le stage international annuel d'archivistique technique des Archives de France. Durant le premier jour de stage **Olivier Audeoud**, professeur de Droit Public à Nancy II, présenta une introduction sur les institutions de l'Europe Unie et leurs productions de documents. En tant que juriste, il a quasi exclusivement examiné la situation actuelle et n'a donc pas tenu compte de l'intérêt de l'historien pour les années CECA et CEE.

Le deuxième jour de stage fut introduit par son collègue **Jean-Marie Paleyret**, directeur des Archives historiques de l'Union à Florence et auteur d'un Guide des Archives européennes. Il parla des archives des institutions européennes et des archives historiques en tant que telles. Il apparut immédiatement qu'il n'était pas satisfait de la politique des institutions dans leur manière de conserver les archives. Il renvoyait aux kilomètres d'archives de la Commission à Bruxelles, alors que Florence, pourtant destinée à devenir le dépôt central, possède à peine 2400 mètres courants d'archives.

Le même problème se pose pour les archives historiques en tant que telles. En ce qui concerne de manière plus spécifique les premières décennies d'après-guerre, Florence conserve entre autres les archives de «l'Assemblée commune et

parlementaire» de 1952 à 1967, celles du Conseil des ministres (spécial) concernant la CECA et la CEE et celles de la «Haute Autorité de la CECA» (1952-1962).

En qualité de composantes non-institutionnelles, on trouve à Florence «l'Union des Fédéralistes européens» (1946-1990) et le «Mouvement européen» (1946-1980). Ensuite, une quinzaine de fonds d'archives de personnes privées qui ont joué un rôle dans les institutions européennes ou dans les organisations à «vocation européenne» (entre autres quelques figures italiennes antifascistes). Signalons également un fonds «Collections et Manuscrits» avec entre autres des microfilms des archives étrangères (sous-directions et directions du Quai d'Orsay des Affaires européennes 1945-1962 et documents «déclassés» de la CIA, Département d'Etat et Département de la Défense des Etats Unis relatifs aux Affaires européennes. Enfin, une cent cinquantaîne d'interviews.

En ce qui concerne la gestion des archives, **Paleyret** signalait entre autres que sauf pour les fonds d'archives officielles, il y a un plafond au niveau du nombre de photocopies. Les règles similaires du Centre seraient donc fondées! A côté de cela, dans le cadre des législations nationales manquantes, il posait le doigt sur une plaie belge: «heureusement» que la Belgique n'a pas de loi sur l'exportation des archives, de sorte que Florence en ce

qui concerne la prospection hors-frontières d'archives, pouvait et peut acquérir des archives «belges» (dans le cas présent auprès d'organisations privées).

La séance de l'après-midi était exclusivement «française» car consacrée à l'activité et aux archives du Secrétariat du Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne. **Pascale Krumnoff**, chef du service de documentation de cette SGCI, apporta un éclairage sur les activités de son institution qui depuis 1952 s'occupe de la coordination de tout ce qui a trait à la politique française de coopération européenne. Le centre de documentation gère ses fonds archivistiques de manière très dynamique. En fait, les archives sont consultables jusqu'en 1948, date où le Comité s'institua en organe de coordination pour les crédits du Plan Marshall dans le cadre de l'organisation européenne pour la coopération économique (OCDE).

**Jean Luquet**, conservateur en chef des Archives Nationales parla de la problématique de sélection - en rapport avec les archives statiques de la SGCI qui seront finalement déposées aux Archives Nationales.

Au cours de la dernière journée de stage, **Paule René-Bazin** des Archives Nationales, entama le sujet de la coopération

archivistique dans le cadre de l'Union européenne. Très concrètement, elle aborda d'abord ce qui avait été réalisé dans le cadre du marché commun des marchandises, notamment un règlement du Conseil des ministres concernant l'exportation des biens culturels et une directive concernant la restitution des biens culturels, ayant été sortis illégalement d'un Etat membre. Il s'agit ici explicitement d'archives.

Ensuite, elle parla des archives dans le contexte du Traité de Maastricht. Celui-ci contient quelques recommandations très générales en direction d'une coopération et d'une harmonisation dans le domaine du «patrimoine culturel commun».

Mais au fond tout reste encore à faire. Concernant les archives de guerre, comme exemple concret, **Bazin** renvoyait entre autres au manque total de logique: en France, certaines archives de guerre sont inaccessibles alors que par exemple les archives de la *Stasi* en Allemagne sont consultables...

En conclusion on peut dire que ces trois journées bien remplies, pour une fois ne se terminant pas par une réception, se sont avérées une utile introduction en la matière.

*Dirk Martin (ck)*

## Une banque de données des avions abattus au-dessus de la Belgique

L'amateur-historien Victor Berckmans, de Hechtel-Eksel, collectionne depuis plusieurs années tous les renseignements possibles concernant les avions alliés descendus au-dessus de notre pays. Les résultats de ces recherches sont réunis dans une banque de données. On y trouve la date (parfois même l'heure) et le lieu de la chute, la nationalité et d'autres précisions concernant l'unité auquel l'avion en question appartenait et finalement, autant que possible, la composition de l'équipage. Mr Berckmans a eu la gentillesse de mettre une copie de sa banque de données à la disposition du Centre. Cette banque est consultable à la salle de lecture soit par l'ordinateur soit par une version imprimée.

*RVD (wm)*

*La désintégration de l'Union Soviétique et la réunification de l'Allemagne ont remis la problématique des oeuvres d'art et des archives disparues suite à la deuxième guerre mondiale, à l'avant-plan. Des archives considérées comme disparues réapparaissent, des oeuvres d'art dérobées sont remises aux propriétaires légitimes. Il nous a paru intéressant, à ce propos, de donner la parole à l'historien de l'art Jacques Lust (RUG), attaché au Bureau belge d'intervention et de restitution et chargé plus spécialement de suivre cette recherche, et de rendre compte des résultats du colloque de Brême.*

WM

## *La récupération des oeuvres d'art belges après la guerre (1946-1962)*

Le 9 janvier 1943, l'Australie, le Canada, la Chine, les Etats-Unis, la France, le Grand-Duché du Luxembourg, la Grande-Bretagne, l'Inde, l'Irlande du Nord, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, la Tchécoslovaquie, l'Union soviétique, la Yougoslavie et d'autres signèrent *The Interallied Declaration against Acts of Dispossession Committed in Territories under Enemy Occupation or Control*. Le Gouvernement belge de Londres, lui aussi, signa cette *Joint Declaration*.

Par cet accord international, les signataires se réservèrent «tous droits de déclarer non valables tous transferts ou transactions relatifs à la propriété, aux droits et aux intérêts, de quelque nature qu'ils soient, qui sont ou directs ou indirects des gouvernements avec lesquels ils sont en guerre, ou qui appartiennent ou ont appartenu aux personnes (y compris les personnes juridiques) résidant dans

ces territoires». La Conférence de Paris concernant les réparations (du 9 novembre 1945 jusqu'au 16 janvier 1946) confirma l'obligation de ces restitutions et réparations par l'Allemagne. La loi y référant fut publiée au *Moniteur belge* du 30 mars 1948.

Dès 1943, les Etats-Unis avaient préparé la création d'une *Monuments, Fine Arts and Archives Division* qui, lors de la Libération de l'Europe, devait protéger le patrimoine artistique et détecter les oeuvres d'art et archives dérobées. L'expérience avait démontré que toutes les guerres avaient débouché sur un pillage systématique, quoique déjà la Convention de La Haye de 1907 eut prescrit des actes pareils.

### *Rosenberg*

La Seconde Guerre mondiale ne fit pas exception à cette expérience. L'*Einsatz-*

*kommando Reichsleiter Rosenberg* joua un rôle crucial dans les pillages perpétrés par le régime national-socialiste. Le 17 juillet 1940, l'idéologue nazi A. Rosenberg créa un commando en uniforme pour s'accaparer des biens des adversaires du régime (juifs, franc-maçons, socialistes, communistes). La structure du commando était horizontale et verticale. Des départements furent créés pour s'occuper de la musique, la préhistoire, les Beaux-Arts, les questions religieuses, la littérature avec, en parallèle, une structure régionale dans les territoires contrôlés et occupés. Ainsi la Belgique, les Etats baltes, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Italie, les Pays-Bas, l'Ukraine furent soumis à et pillés par des *Hauptarbeitsgruppen*.

Dans ces pays, des dépôts furent créés pour y abriter et étudier les archives, les oeuvres d'art, les bibliothèques et le mobilier rassemblés. Les résultats de ces **enquêtes** s'intégraient dans la politique d'enseignement supérieur de Rosenberg, souhaitant créer des chaires sous son obédience au sein des universités allemandes. Seul l'*Institut für Judenfragen und Freimaurerei* à Francfort s/Main a fonctionné pendant la guerre.

Le 1<sup>er</sup> mars 1942, l'*Einsatzkommando* reçut comme mission, dans le cadre de la *Möbel-aktion*, de vider entièrement les maisons confisquées ayant appartenu à des juifs dans les territoires occupés de l'ouest. En l'espace de deux ans et demi, plus de 69.000 logements furent ainsi vidés en France, aux Pays-Bas et en Belgique. Les oeuvres d'art les plus intéressantes étaient destinées au musée prévu par Hitler à Linz. L'*Einsatzkommando* en Belgique, dirigé par Hans Mûchow, était installé rue du Châtelain à Ixelles.

L'*Einsatzkommando* n'était en plus pas le seul service **pillard** national-socialiste. La *SIPO-SD* rassemblait les archives d'opposants politiques et les documents les concernant. L'*Archivschutz* fit transporter des archives ministérielles. Certains collaborateurs ne se privaient pas d'utiliser l'occasion pour s'enrichir personnellement. Les archives, les livres et les oeuvres d'art jugés importants pour l'histoire de l'Allemagne ou qui avaient appartenu, par le passé, à des institutions allemandes étaient d'office réquisitionnés.

L'exemple le plus connu en Belgique est celui de l'*Agneau mystique* dont six panneaux s'étaient retrouvés au XIX<sup>e</sup> siècle au *Kaiser Friedrich Museum* de Berlin. Ils avaient été cédés à la Belgique par suite du traité de Versailles en 1919. Les menaces de la guerre en 1940 avaient amené l'*Agneau mystique* à Pau. Là, réquisitionné, le tableau partit pour les mines de sel d'Alt-Aussee, en attendant son exposition comme chef-d'oeuvre dans le musée hitlérien de Linz.

### **Commerce d'objets d'art ?**

Outre ce pillage massif, il se développa, durant la Seconde Guerre mondiale, sur une grande échelle, un commerce florissant d'oeuvres d'art partiellement destinées au musée de Linz. Beaucoup de dirigeants nazis possédaient d'importantes collections privées. L'exemple le plus connu est celle, énorme, d'Herman Göring. Dans le sillage de ces dignitaires opéraient de nombreux antiquaires et experts d'art, marchandant des oeuvres d'art de n'importe quelle provenance.

La *Dienststelle K. Mühlman* en est un excellent exemple. Après le pillage du

patrimoine artistique polonais, elle se positionnait sur le marché de l'art aux Pays-Bas, en Belgique et en France. Parmi ses clients réguliers figuraient Hitler, Göring bien sûr, le gouverneur général de la Pologne Hans Frank et un cercle international d'antiquaires.

Les finances ne posèrent jamais des problèmes. E. Göpel, l'un des principaux acheteurs pour la collection Linz, déboursa sans problème la somme d'un million de francs belges (d'alors) pour un Jan Massys (fils de Quentin Metsys). Le conservateur du *Landesmuseum* de Bonn dépensa des centaines de milliers de *Reichsmarken* rien que sur le marché de l'art belge durant la guerre. Göring avait sa propre équipe d'advisers, parcourant l'Europe. Et en plus il était très lié au major von Behr du *Einsatzstab Rosenberg* à Paris, une combine enrichissante.

Au terme de la Seconde Guerre mondiale il s'est avéré que des centaines de milliers d'oeuvres d'art avaient changé de propriétaire.

### Récupération

Après la capitulation de l'Allemagne, les alliés occidentaux créèrent des *Collecting Points*, où les oeuvres d'art, les livres et les archives retrouvés furent enregistrés, en attendant la restitution aux propriétaires légitimes, après plainte adressée par le pays concerné. Les plus importants *Collecting points* étaient situés à Munich pour la zone d'occupation américaine, à Wiesbaden pour la zone britannique et à Marbourg pour la zone française.

Dans la foulée de la Conférence de Paris, la Belgique mit sur pied l'Office de

Récupération économique (ORE), chargé du problème des réparations et restitutions. Un groupe de travail, dirigé par Raymond Lemaire, s'occupait de retrouver le mobilier, les oeuvres d'art, les livres et les archives. L'historien de l'art Frans Baudouin fut chargé de mission dans les zones d'occupation américaine d'Allemagne et d'Autriche. De 1946 à 1948, il fut l'intermédiaire entre les alliés et l'ORE. Le futur archiviste général du Royaume, Etienne Sabbe, fut envoyé en mission en Allemagne pour localiser les archives belges.

Les alliés occidentaux trouvèrent plus de 450 dépôts et lieux de stockage dans leurs zones d'occupation. Ceux-ci contenaient des peintures, des sculptures, des armes historiques, des collections de monnaie, des objets de cultes, des découvertes archéologiques, des instruments de musique, des drapeaux, des couverts en argent, la réserve d'or de la banque d'Allemagne, le tout en provenance des différents états occupés et d'Allemagne-même. En outre, l'*American Monuments, Fine Arts and Archives Division* américaine commença à rassembler la documentation relative à ces pillages et leur commerce. Les oeuvres d'art, avaient décrété les autorités alliées, étaient exclues de la notion de butin de guerre. Seules les pièces volées ou ayant fait l'objet d'un commerce devaient retourner dans leur pays d'origine après preuves concluantes de leur provenance.

La Belgique obtint un premier succès en récupérant les panneaux de l'*Agneau Mystique* retrouvés dans une mine de sel de l'Alt Aussee. Dès le mois de septembre 1945, ils regagnèrent notre pays, première restitution internationale. Le même mois,

la *Madone* de Michel-Ange et les onze peintures dérobées dans l'église Notre-Dame de Bruges purent rentrer en Belgique ensemble avec les panneaux latéraux de la *Dernière Cène* (de Thierry Bouts dans l'église Saint-Pierre à Louvain). Ainsi furent récupérées les pertes officielles belges les plus importantes, destinées au Musée d'Hitler à Linz.



*Avec beaucoup de précautions, la Madone de Michel-Ange est extraite des mines de sel.*

Du côté belge également, on recherchait assidûment la collection Renders. Emile Renders, banquier bruxellois de son état et fin connaisseur des Primitifs flamands, vendit en 1941 sa collection de tableaux, par des intermédiaires, à Goering. L'O.R.E. entreprit une réelle traque pour la retrouver. Dix toiles furent finalement récupérées, onze demeurèrent introuvables et elles sont encore actuellement considérées comme disparues.

Peu avant la fermeture du *Collecting Point* de Munich, en mars 1949, un bilan des oeuvres restituées fut établi, pays par pays: Autriche 2.491, Belgique 392, France 14.465, Grèce 1, Hongrie 1.492, Italie 214, Luxembourg 1, Pays-Bas 4.918, Pologne 1.098, Tchécoslovaquie

310, Union soviétique 4.875, Yougoslavie 9. Au total, 30.271 pièces.

Les oeuvres non identifiées furent confiées par les autorités américaines à l'Etat autrichien, qui les abrite jusqu'à présent dans le Cloître de Mauerbach. Mais de nombreuses oeuvres d'art demeurèrent introuvables, avaient été détruites ou avaient disparu. Des objets disparurent même des *Collecting Points* étroitement surveillés. Dans chaque pays impliqué dans le processus de récupération, des milliers d'oeuvres d'art restèrent perdues.

Ces dernières ne furent jamais prises en considération pour les frais de réparation de l'Allemagne occidentale. En Belgique également, on n'envisagea jamais d'indemniser les personnes privées pour ce qui leur avait été dérobé. Au cours de la

seconde moitié des années cinquante, la documentation sur les pillages des oeuvres d'art fut transférée des *National Archives* (Washington) à l'Allemagne fédérale. Une deuxième phase de recherche pouvait démarrer. La *Bundesrepublik* conclut des accords de coopération avec les pays concernés pour reprendre l'enquête. L'ORE établit une liste de 1.564 pièces disparues, liste qui fut transmise au *Bundesamt für Restitutionen*. Ce département de l'Allemagne fédérale multiplia les investigations jusqu'en 1962, mais sans succès.

Les pays occidentaux ne se rendaient pas compte que l'Union soviétique avait instauré à la fin de la guerre des **commissions de prises de guerre** chargées de rassembler systématiquement toutes les archives, toutes les oeuvres d'art en tant que butin de guerre. La Belgique obtint pourtant - péniblement - de la zone

d'occupation soviétique en Allemagne le retour du miroir du télescope et du cercle méridien de Repsold de l'Observatoire royal d'Uccle. Ils avaient été retrouvés en 1945 respectivement à Gdynia et à Leipzig et regagnèrent Bruxelles en septembre 1947 dans un camion de l'Armée rouge.

La coopération avec l'Union soviétique s'arrêta là. Ce n'est qu'après la *glasnost* et après la chute du mur de Berlin que furent mieux perçues les dimensions des confiscations opérées du côté soviétique. Les soupçons se confirmèrent: la Collection néerlandaise Koenig, des dessins de Brême et le trésor de Schliemann se trouvaient à Moscou.

Une troisième phase de la recherche est actuellement en cours, engagée par douze Etats de l'Europe de l'Ouest et de l'Est.

*Jacques Lust (ck-ac/wm)*

Quelques ouvrages concernant le pillage:

- Charles De Jaeger, *De Plundering van Europa*, Utrecht/Antwerpen, Veen, 1983.
- Cay Friemuth, *Die geraubte Kunst. Der dramatische Wettlauf um die Rettung der Kulturschätze nach dem Zweiten Weltkrieg*, Braunschweig, Westermann, 1989.
- Klaus Goldmann & Günter Wermusch, *Vernichtet. Verschollen. Vermarktet. Kunstschätze im Visier von Politik und Geschäft*, Asendorf, MUT-Verlag, 1992.
- Jacques Lust & Roger Marijnissen, *De wedervaardigheden van het Lam Gods en de nazi-kultuurpolitiek*, *Academia Analecta*, 1992, p. 21-43.
- Lynn H. Nicholas, *The Rape of Europa. The Fate of Europe's Treasures in the Third Reich and the Second World War*, London, Macmillan, 1994.
- Israël Shirman, *Un aspect de la «solution finale». La spoliation économique des Juifs de Belgique*, *Cahiers d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, 3, 1974, pp. 65-83.

**Université de Liège, Séminaire d'Histoire contemporaine, 3 Place Cockerill, à 4000 Liège: le vendredi 17 mars à 14h.30**

**Thème: La Seconde Guerre mondiale à travers ses expositions**

Présentations des expositions «*Le Vent de la Liberté*» (Paul Delforge), «*Nos libertés retrouvées*» (Alain Krupa) et «*J'avais 20 ans en 1945*» (Patrick Lefèvre).

# Colloque de Brême

***Internationales Arbeitstreffen kriegsbedingt verlagerte Kulturgüter als kulturelles Erbe des Zweiten Weltkriegs. Dokumentation und recherche der Verluste (30 novembre - 2 décembre 1994)***

A cette première réunion de travail internationale ayant trait à la récupération des «objets de culture» (non seulement des oeuvres d'art mais aussi des bibliothèques et des archives) enlevés à leurs pays d'origine pendant la Seconde Guerre mondiale, la Belgique était représentée par J. Lust (Office belge de l'Economie) et D. Martin (Centre).

Dix pays participaient à ce Congrès (Allemagne, Belgique, Etats-Unis, Hongrie, Italie, Luxembourg, Pologne et l'Ukraine) tandis que trois autres (Autriche, Russie et Tchéquie) s'étaient fait excuser.

Durant le premier jour de réunion, les différents pays exposèrent l'état d'avancement des travaux de leurs services respectifs: leur histoire, leurs résultats, leur axe de recherche. Il apparut de façon frappante que tous les participants, hormis le Grand-Duché de Luxembourg et les Etats-Unis (comme pays non occupé) se trouvaient dans une phase de documentation et oeuvraient à l'informatisation de leurs données. Il convient de souligner l'atmosphère particulièrement détendue qui régna entre les différents services, ceux-ci n'hésitant pas à échanger leurs informations relatives aux archives et à leur localisation. Il était évident qu'aucun de ces services n'a une capacité de décision.

Pendant le deuxième jour de la réunion, la délégation allemande fit un exposé approfondi sur les archives et les sources, elles se trouvaient principalement en Allemagne, en Russie et aux Etats-Unis, concernant le pillage. Les principales sources en Allemagne avaient déjà été consultées par les Belges. En ce qui concerne les sources touchant aux objets d'art et archives dérobés par les soviétiques et les allemands, on signale différents détails qui, dans le cas concret, étaient susceptibles d'intéresser la Belgique.

- En Allemagne, il subsiste encore bon nombre de documents provenant de l'*Archivkommission* - ou du moins de ses archivistes - qui s'appliqua, au début de l'occupation, à récupérer les archives «allemandes» et belges (*Hessisches Hauptstaatsarchiv*, Wiesbaden). Une archiviste belge a déjà pu consulter ces sources.

- Autre information intéressante: l'ensemble des *Justizbestände* se trouve maintenant centralisé dans le *Bundesarchiv/Zwischenarchiv* à Dahlwitz-Hoppegarten (Berlin). En général il est bon de s'assurer de l'endroit exact où se trouvent actuellement les fonds que l'on souhaite consulter, car certains fonds «circulent» entre Coblenze, Fribourg et Potsdam.

- En Ukraine: c'est auprès des Archives centrales de l'Etat, à Kiev, que l'on devra s'enquérir de la situation des archives belges volées bien que, en principe, tout a été centralisé dans les anciennes archives *Osoby*, à Moscou.

- Aux Etats-Unis: il est remarqué à juste titre qu'il ne faut pas être aveuglé par les archives russes. Aux *National Archives*, on peut par exemple consulter la collection complète des archives de l'*O.S.S.* (du moins ce qui n'a pas été expurgé). Par contre, le *C.I.C.* des unités militaires reste confidentiel. En revanche, les fonds relatifs aux *Civils Affairs* des armées et corps d'armées sont consultables. Il est également signalé qu'une grande partie des dizaines de milliers de documents (allemands) que les enquêteurs ont rassemblés pour le Tribunal de Nuremberg et qui n'ont pas été publiés en tant qu'*exhibits* n'ont pas été restitués à l'Allemagne.

Le deuxième thème de la journée a porté sur l'échange de données relatives au marché «gris» de l'art (des oeuvres dérobées) aux Etats-Unis. Un cadre juridique pour la récupération a été ébauché et l'accent a été mis sur la nécessité d'une recension des pertes sur le plan international. Il a été proposé que les oeuvres d'art perdues ne soient jamais rachetées au prix actuel du marché.

Enfin, troisième aspect, différents points, acceptés par l'ensemble de l'assemblée,

ont été formulés en vue d'une coopération future:

- les travaux de recherche et de documentation en vue de la récupération - quels que soient les Etats concernés - demeurent une entreprise délicate et de grande ampleur et restent d'actualité dans la plupart des pays d'Europe;

- la volonté d'une coopération internationale entre l'Europe occidentale, orientale et centrale est réelle;

- la volonté de poursuivre l'initiative d'organiser, au moins chaque année, un congrès similaire à celui de Brême dans un climat d'ouverture et d'échange d'informations, est formulée;

- la perspective de diffuser un *Bulletin d'information* comprenant des informations non confidentielles issues des différents pays et transmise aux services participants, est envisagée;

- la tentative de mettre sur pied des contacts avec l'*UNESCO* et l'*ICOM* (Union internationale des conservateurs de Musée) sera entreprise.

Prochain rendez-vous: conférence *Spoils of War*, New York, 19-21 janvier 1995, patronnée par le *Bard Graduate Center*.

*Jacques Lust-Dirk Martin (ac-ck)*

### **A lire**

Nous avons annoncé en 1993 la parution de l'excellent ouvrage *België bezet. 1940-1944. Een synthese* d'**Etienne Verhoeyen**. La traduction française *La Belgique occupée. De l'an 40 à la libération* vient de paraître chez De Boeck Université dans la collection «Pol-His».



